

semble tout l'état-major autour de lui, et là, au milieu de tous les officiers qui formaient le cercle, il a demandé à l'officier qu'il avait frappé de vouloir bien excuser un moment de vivacité.

**L'ex-reine d'Espagne.** — Madame la comtesse de Surville, épouse de Joseph Napoléon, est arrivée incognito à Liège.

(Emancipation.)

**Projet de Loi.** — Le ministère prépare un projet sur la garde nationale autre que celui qui a été proposé à la fin de la session dernière. Le nouveau projet présentera un code complet sur la matière.

**Forces de la Suisse.** — Un aperçu des forces militaires de la Suisse, donné par le *Journal des travaux de la Société française de statistique universelle*, fait connaître que ces forces se composent : 1° des contingents fédéraux montant à 72,000 hommes, 2° des réserves cantonales, fédérales, organisées, dont le nombre s'élève à 120,000 hommes; 3° de 14,000 hommes de troupes capitales, lesquelles, en cas de guerre, doivent rentrer dans leur patrie. Dans le même cas, il faudrait encore ajouter à ces 206,000 soldats, les hommes de 45 à 60 ans, qui, bien que sortis des réserves et exemptés de tout service, seraient prêts à combattre s'il s'agissait de la défense de leurs familles et du maintien de l'indépendance nationale. Les Suisses n'ont pas de cavalerie, parce que dans leur pays elle ne peut être militairement d'aucune utilité; mais, sous le nom de carabiniers, ils ont d'excellents tirailleurs, presque tous composés de chasseurs au chamois, que cet exercice rend extrêmement habiles à viser et à tirer juste.

**Fils du prince de Canino.** — L'arrêt a été rendu le 24 septembre à Rome contre le prince de Canino; cet arrêt est encore entouré d'un profond mystère, et tous les efforts de la curiosité jusqu'ici sans succès.

C'est sans doute au même motif qu'il faut attribuer la dispense accordée au jeune prince de paraître en personne à la barre du tribunal après la prononciation de l'arrêt. Rien n'est mieux fondé que l'assertion émise par certaines feuilles françaises, que l'ambassadeur d'Autriche, comte de Luttwig, avait fait au nom de sa cour des démarches en faveur du jeune prince.

On assure que la peine de mort a été prononcée, mais on ne doute pas que le pape ne fasse grâce. Le secret gardé sur cet arrêt est dû sans doute à des considérations favorables à la famille.

**Mariage des Militaires.** — MM. les ministres de l'intérieur et de la guerre viennent d'appeler l'attention de MM. les préfets sur la facilité avec laquelle des maires croient pouvoir procéder au mariage de militaires qui ne justifient pas de l'autorisation de leurs chefs, comme l'exige le décret du 10 juin 1808. Des infractions de ce genre ne portent pas moins de préjudice à l'intérêt privé des militaires qu'au maintien de la discipline dans l'armée. En effet la loi du 11 avril 1831 (art. 19, dernier paragraphe) ne permet d'accorder des pensions aux veuves et aux enfants des militaires qu'autant que le mariage de ceux-ci a été autorisé dans les formes prescrites par le décret de 1808.

**M. Thiers à Venise.** — Plusieurs journaux, dit le *Journal de Paris*, annoncent que M. Thiers est arrivé à Paris. Nous pouvons assurer que ces journaux sont mal informés. Selon toute apparence, M. Thiers est en ce moment à Venise.

**Elections.** — M. Guizot, ministre de l'instruction publique, vient d'être réélu à Lisieux. Sur 377 votants, il a obtenu 312 voix. — M. Voyer d'Argenson, son concurrent, en a eu 57.

— M. l'amiral Rosamel, ministre de la ma-

rie, vient d'être réélu à Toulon. Sur 156 votants, il a obtenu 151 suffrages.

— M. Persil vient d'être réélu à Condom. Sur 247 votants, il a obtenu 222 suffrages.

— M. de Remusat vient d'être réélu à Moret. Sur 230 votants, il a obtenu 228 suffrages.

— M. Vitet vient d'être réélu à Bolbec. Sur 322 votants, il a obtenu 215 suffrages.

**Election.** — M. Duchâtel, ministre des finances a été réélu à Jonzac à une majorité de 212 voix sur 225.

**M. Mendizabal.** — M. Mendizabal n'a pas été élu député à Madrid, parce qu'aux termes de la constitution, les ministres, les membres du conseil royal et les personnes attachées au service du palais ne peuvent être admis à la députation.

**Cour de don Carlos.** — Des changements importants viennent d'avoir lieu assure-t-on à la cour de don Carlos. Le ministre universel Erro aurait été remplacé par M. Calomarde, et Eguia, de retour des eaux de Cetona, aurait repris à Villaréal le commandement en chef des troupes carlistes.

**Andalousie en état de siège.** — Le capitaine-général de l'Andalousie vient de déclarer en état de siège. Cette mesure est commandée par la nouvelle de l'approche de Gomez.

**Couronnement en Italie.** — Les préparatifs pour la cérémonie du couronnement de l'empereur, dans la royauté Lombardo-Vénitien, se font avec une grande activité. On assure que le 1<sup>er</sup> mars 1857 tout sera disposé à Milan.

**Société des Dictionnaires.** — M. le ministre de l'intérieur voulant encourager une entreprise dont la haute utilité est incontestable, et qui s'est signalée depuis cinq ans par une série d'importantes publications toutes couronnées de succès, vient de faire prendre plusieurs actions de la société des Dictionnaires. Les termes de la lettre adressée par M. le ministre de l'intérieur aux administrateurs de la société des Dictionnaires sont des plus flatteurs et des plus honorables.

**Insubordination militaire en Irlande.** — Il s'est passé en Irlande un fait grave sur lequel la presse anglaise n'a eu garde de s'appesantir.

Le 45<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne était cantonné dans une petite ville du nord de l'Irlande; la population était protestante et conduite par des orangistes effrénés. Presque tous les soirs, au moment où les soldats rentraient dans leurs casernes, ils étaient poursuivis par les cris : A bas le pape! aux enfers les papistes! etc... La troupe, fatiguée de ces provocations, y répondit enfin par une démonstration vigoureuse; quelque soldats mirent la baïonnette au bout du fusil et pourchassèrent les orangistes. Le sang coula et les habitants portèrent leur plainte à lord Mulgrave. Celui-ci ordonna une enquête judiciaire; mais en même temps il voulut infliger une punition disciplinaire à quelques soldats et sous-officiers. Ceux-ci déclarèrent qu'ils ne sortiraient pas de leur caserne avant d'avoir la certitude qu'aucun châtiment ne leur serait infligé. Le gouvernement a dû accepter ces conditions et ajourner toute mesure jusqu'au résultat de l'enquête; celle-ci a été toute favorable aux soldats, qui ont été envoyés dans un autre cantonnement, après avoir hautement célébré leur triomphe. C'est le premier exemple d'une insubordination militaire dans les troupes anglaises à propos de questions politiques.

#### DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

— Le gouvernement a reçu hier les dépêches télégraphiques suivantes : \* M. le comte Septime de Latour-Maubourg est arrivé à Saragosse le 12.

Bayonne, 14 octobre, quatre heures du soir : \*

Alaix suivait Gomez le 6, dans la direction de Torre-Campo et Mengibat.

Bayonne, 13 octobre 1836.

Gomez est entré à Cordoue le 1<sup>er</sup>. Les gardes nationaux et la garnison enfermées dans des maisons fortifiées, ont résisté à l'ennemi.

Alaix était le 5 à Andujar, Espinosa à Fuentes de la Campana, et Rodil à Mora.

Le gouvernement reçoit de Bayonne la nouvelle suivante : 16 octobre, 8 heures du soir.

Le 6, Gomez après avoir repoussé à Bamu, Escante, venu de Malaga pour s'opposer à lui, a occupé Alcala-la-Real. L'avant-garde d'Alaix est arrivée à Jaen le même jour, espérant lui couper le chemin sur Grenade; on attend le résultat de ces manœuvres avec anxiété à Madrid, où les fonds ont beaucoup baissé.

Le Gérant N. TARTAROLI.

#### MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 19 au 25 octobre.

VIAREGGIO, Mistick Conception cap. Sisco avec Passagers.

LIVOURNE Gondole Misericorde, cap. Belgodere, avec passagers.

LIVOURNE Baul, S<sup>te</sup> Jean cap. Lamberti avec passagers.

GENES Baul, Vierge des Carmes, cap. Figallo, avec paille et ris.

VIAREGGIO, Navicello, S<sup>te</sup> Fortunato, cap. De-fonni avec passagers.

S<sup>te</sup> PELLEGRINO Baul, Assomption c. Osé. Bois.

TOULON, Goelette de l'état, l'Etoile, c. Gasquet.

MARSEILLE, Brick Goelette l'Antoinette cap. Lota, blé et marchandises diverses.

FOCE DI GOLO, Mistick, l'Antoinette cap. Bugliani, Lupins.

VIAREGGIO, Navicello, S<sup>te</sup> Joseph, cap. Borsella avec passagers.

CARGESE Tartane l'Annonciation, cap. Semidei, blé.

MARSEILLE, Brick le Salomon Henri c. Benigni, lest.

TOULON, Bateau à vapeur Var cap. Valzi dép.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon cap. Lota avec passagers.

BONIFAZIO Gondole S<sup>te</sup> Joseph cap. Figarella, fromage.

ALERIA, Gondole S<sup>te</sup> Vincent c. Montecatini, blé.

#### DÉPARTS.

LIVOURNE, mistick Conception c. Laquente écor.

GENES, Gondole Conception, cap. Nicolai, Bois.

RIO, Brigantine S<sup>te</sup> Catherine cap. Regini lest.

LIVOURNE mistick Conception cap. Sisco, lest.

LIVOURNE Goelette les trois Frères, cap. Valeri, Lupins.

TOULON, Bateau à vapeur le Var cap. Valzi, avec dépêches.

ALERIA, Gondole S<sup>te</sup> Joseph, c. Laporta, lest.

VIAREGGIO, Navicello S<sup>te</sup> Fortunato, c. Defonni, lest.

LIVOURNE, Gondole Conception, c. Battistini, lest.

LIVOURNE, Gondole Misericorde, cap. Belgodere, mistick Rose, cap. Sisco, lest.

VIAREGGIO, Navicello S<sup>te</sup> Joseph, cap. Borsella, lest.

S<sup>te</sup> PELLEGRINO, Baul, Misericorde cap. Bausa, lest.

S<sup>te</sup> PELLEGRINO, mistick Assomption, c. Erso, lest.

MAGNAGGIO, Gondole S<sup>te</sup> Erasme c. Raffacci, blé.

Bastia. De l'Imprimerie de CÉSAR FARIANI.

MERCREDI 9 NOVEMBRE 1836.

CE JOURNAL PARAIT TOUS LES MERCREDI.

TROISIEME ANNÉE, N° 103.

ON L'ACHÈTE A BASTIA

20 BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office central de l'Épave de la Marine

et C<sup>ie</sup>, rue N. Dame des vicaires N° 18.

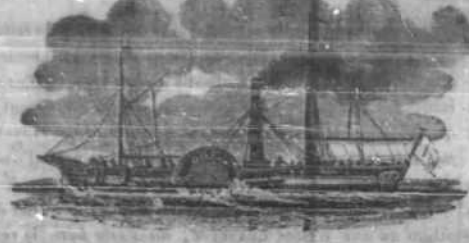
A la Librairie et Papeterie de P. J. J. J.

et C<sup>ie</sup> Place de la Bourse, N° 15 à la cor-

resp<sup>te</sup> commerciale, de PROSSER, rue de la

Bastie, rue St. Honoré 207, où l'on

reçoit les annonces pour l'impression française.



# L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.



## CORSE.

Reprenons l'examen du manifeste du Journal de la préfecture.

M. le Préfet, y est-il dit : « ont obtenu les suffrages et le concours des bons citoyens des hommes probes et impartiaux... » il a excité les plus vives sympathies au sein de toutes nos populations.

Si nous voulions profiter de l'exemple qu'il nous donne et substituer les assertions aux raisonnements, nous aurions qu'à construire les mêmes phrases dans un sens inverse et nous serions bien plus dans le vrai que notre confrère. Mais nous aimons mieux revenir sur des faits qui ont déjà servi de base à nos nombreuses critiques et en ajouter de nouveaux, puis laisser à nos lecteurs le soin d'en tirer les conséquences.

Nous avons dit, qu'on a vendu pour 600 francs des meubles qui avaient coûté au département 16,000 fr.; nous ajoutons que si on faisait une enquête on trouverait que les personnes qui les ont achetées n'étaient point étrangères à la préfecture.

Nous avons dit, qu'on a vendu ou plutôt donné les étalons appartenant au département pour vingt ou trente francs pièce; nous ajoutons qu'on trouverait, si on cherchait, parmi les acheteurs ou possesseurs, quelqu'un de ceux qui se répandent le plus en éloges sur l'administration de M. Jourdan.

Nous avons dit, que dans les comptes présentés au Conseil général, concernant les frais de réception pour le Prince royal, figurait un mandat de 300 fr. en faveur de l'architecte du département; et que cet employé était venu en plein Conseil protester de n'avoir reçu que la somme de 100 fr.; nous ajoutons qu'on a aussi porté en ligne de compte, l'achat de quantité de meubles pour meubler les appartements du Prince, et qu'on a publié de dire que ces meubles étaient devenus.

Nous avons dit, que les travaux du nouvel hôtel de préfecture n'avaient point été surveillés et que

notamment les ouvrages de boiserie étaient défectueux. Le Conseil général l'a reconnu, puis, qu'il en a demandé une nouvelle vérification et a prié d'y assister MM. le colonel du génie, le colonel d'artillerie et l'ingénieur en chef des ponts et chaussées.

Nous avons dit, que les frais d'impression des listes électorales et du Jury, imprimées par économie avec les presses du département étaient exorbitants. On a trouvé qu'ils sont élevés pour 1835 à une somme de 5,362 fr.

Nous avons dit, que le chapitre des dépenses imprévues augmentait tous les ans; le Conseil général l'a reconnu puisqu'il a retranché 4000 fr. sur 12,000 demandés par M. le Préfet.

Tous ces faits nous les avons puisés dans les budgets départementaux déjà publiés, ou bien dans des notes tenues par des personnes qui ont pris part à la dernière session du Conseil général. Nous nous interdisons toute réflexion tendante à savoir de quel côté doivent se trouver les hommes probes et impartiaux.

Mais, le *Journal Libre*, en parlant de la conduite administrative de M. le Préfet, assure qu'il n'a cessé de rendre justice égale à tous; qu'il n'a cessé de faire une répartition égale aux diverses localités, d'après leurs besoins; et leur importance, de toutes les ressources à sa disposition... qu'il continuera à être ce qu'il a été; non le Préfet d'Ajaccio, ou de Bastia, mais le Préfet de la Corse entière.

C'est fort bien dit; mais pour voir si les actions correspondent aux paroles, revenons encore aux faits.

Nous ne voulons pas mettre exclusivement sur le compte de M. Jourdan, la ruine de l'hospice civil de Bastia, car elle était déjà fort avancée sous ses prédécesseurs. Mais c'est bien sous son administration que Bastia a perdu la conservation des bois et forêts; c'est bien M. Jourdan, qui a proposé quatorze membres sur trente au Conseil général à l'ancien département du Liamone,

tandis que cette partie de l'île n'a jamais envoyé aux assemblées de la Corse plus du tiers de ses représentants; c'est bien M. Jourdan qui est cause qu'on n'a pu classer parmi les routes royales, cette route de la côte orientale reconnue par la chambre et par tous les bons esprits comme la plus importante de toutes, comme celle qui doit avoir la plus grande influence sur la prospérité agricole de notre pays.

Voyons maintenant de plus près la conduite de cet administrateur dans les questions de localité.

Le Conseil municipal d'Ajaccio, aussi bien que le Conseil municipal de Bastia, partageant la première impression de l'épouvante répandue par les ravages du Choléra à Marseille et à Toulon, prirent simultanément, une délibération pour repousser toute provenance des lieux infectés; mesure extrême et impraticable. Nous admettons que les deux villes avaient également tort, que M. le Préfet devait intervenir; mais il décida que tout bâtiment venant du midi de la France devait faire quarantaine dans le golfe d'Ajaccio, et par cette mesure, le commerce de la ville de Bastia, fut entièrement anéanti pour quelques mois. Ce n'est pas tout; des sommes considérables furent dépensées à Ajaccio pour disposer un local propre aux quarantaines; par suite de cette dépense, quoique dans une proportion beaucoup moindre, eut lieu à Bastia. La caisse de l'intendance sanitaire, en grande partie remplie par nos marins, fournit les fonds nécessaires aux premiers, la caisse municipale dut payer à Bastia. — *Egale justice pour tous!*

Au budget départemental, dépenses facultatives, figure une somme de 12,400 fr., pour les Frères de la Doctrine chrétienne et les Sœurs de S<sup>te</sup> Joseph. Voici comme elle est partagée : 1,800 fr. pour les Frères à Ajaccio; 1,800 fr. pour ceux de Calvi; 1,800 fr. pour ceux de Corte; 1,800 fr. pour ceux de Bonifazi; 1,200 fr. pour ceux de l'Isola d'U. Ces sommes, jointes aux frais



de loyer pour les différentes localités et à ce qu'on donne aux Sœurs, absorbe la totalité de l'allocation, sans que la ville de Bastia y participe pour un seul centime. — *Répartition égale aux diverses localités d'après leurs besoins et leur importance.*

C'est aussi probablement par suite de ce même principe que les frais de la réception du Prince royal ont été considérés par M. le Préfet comme dépenses entièrement municipales à Bastia et à Corte, et comme dépenses (pour les deux tiers au moins) départementales à Ajaccio.

Le journal de la presse n'en prétend pas moins, que les habitants de Bastia ont des grandes obligations à M. Jourdan.

Cela fait, par conséquent, nous sommes obligés de discuter, car, contre son habitude, le Journal Libre s'efforce de baser son assertion sur des faits.

Les habitants de Bastia, dit-il, se souviennent toujours que sous son administration, leur ville a été embellie par une promenade charmante, par une des plus belles places du royaume.

La qualification de promenade, est ici appliquée au tiers de lieue de route construite dans la direction du Cap-Corse. C'est là l'expression ordinaire, dont se sert M. le Préfet en parlant de cette route départementale, autrefois classée parmi les routes impériales. Mais, ne sait-il pas M. le Préfet, que la construction d'une promenade est une dépense essentiellement municipale, et qu'il aurait essentiellement manqué à ses devoirs en y employant l'argent du département? — La vérité, est que cette route qu'on a commencée après tant de délais, est d'une grande utilité, non seulement pour les 26,000 habitants de Bastia et des cantons du Cap-Corse, mais pour les habitants des autres parties de l'île entière; car, les habitants du Cap viennent à Bastia vendre leurs produits d'industrie ou de petite culture, et y acheter des céréales et autres denrées farineuses qui sont apportées au marché de cette ville par les habitants des cantons de l'intérieur. La vérité est que cette route est bien plus fréquentée que la grande route royale elle-même d'Ajaccio. Au reste nous ne comprenons pas qu'on en fasse un titre d'habileté administrative, en présence d'un public qui a vu refaire la seconde année les travaux de la première, puis les a vu interrompre, et ne les reprendre qu'après trois ans, employés à obtenir une *expropriation forcée à l'amiable d'un bien royal*; ce qui, apparemment, selon le Journal Libre, a dû faire un grand honneur à l'habileté d'un Préfet qui a commencé par être avocat.

Nous ne comprenons pas non plus en quoi on peut attribuer à M. Jourdan la construction de la place Louis Philippe. Est-ce parce qu'il permet à la ville de Bastia d'y dépenser son argent, beaucoup d'argent, même plus qu'il n'en faut? Peut-être a-t-il voulu faire entendre que c'est à

ses bons offices qu'elle est redevable des secours obtenus par le trésor. Mais on sait qu'on les doit à la députation: la ville de Bastia a reçu 20,000 francs tandis que la ville d'Ajaccio n'en a reçu que 15,000. Or, nous sommes sûrs, que le Journal Libre lui-même, ne voudra pas dire que cela a eu lieu sur la proposition de M. Jourdan.

En revanche, il assure que c'est sur sa proposition qu'une cession gratuite, du vaste bâtiment des Missionnaires appartenant au département a été consentie à la ville de Bastia. Par malheur cette cession est onéreuse, car la ville est obligée de fournir le logement à la Cour royale, au tribunal de Première Instance, et, le cas échéant à M. le Sous-Préfet. Nous pensons que si la ville d'Ajaccio voulait simplement consentir à loger à ses frais M. le Préfet, le département ne ferait pas une mauvaise affaire en lui cédant le nouvel hôtel de préfecture tout entier, qui est bien autrement considérable que l'aile nord du bâtiment des Missionnaires, occupée par l'ancien Préfet du Golo.

Un autre titre à la reconnaissance des habitants de Bastia, pour M. Jourdan, selon son journal, ce serait d'avoir tiré le domaine de l'Arena de ses ruines. Tout ce que nous savons, c'est que depuis long temps cette propriété départementale a été donnée à ferme. Nous voulons bien admettre que le fermier actuel l'ait réellement améliorée; mais, si nous raisonnons juste, il nous semble que c'est en faveur de ce dernier qu'on devait réserver les éloges.

Notre attention a été bien plus excitée par ce qui suit: « Un projet de route formant un MAJESTUEUX BOULEVARD a été dressé par ses ordres (de M. Jourdan) et sera mis incessamment à exécution. »

Nous avons expliqué, dans le temps les causes qui ont retardé la rectification de la route royale, dans l'intérieur de la ville de Bastia. Nous nous souvenons d'avoir rendu pleine justice aux intentions bienveillantes de l'administration supérieure, et aujourd'hui nous sommes heureux d'en voir une preuve dans la lettre de M. le Directeur général des ponts et chaussées à M. le Maire de Bastia.

En réfléchissant sur le mot de MAGNIFIQUE BOULEVARD nous nous rappelons involontairement la main qui envoyait à Paris le projet sans consulter M. l'Ingénieur en chef. Non, nous ne sommes point dupes des grands mots: si on a dressé le projet d'un MAGNIFIQUE BOULEVARD, nous craignons fort qu'on n'ait le dessein de neutraliser par la perspective d'une dépense trop considérable, la bonne volonté de l'administration supérieure. Un boulevard comme une promenade ce sont des embellissements que les habitants de Bastia, n'ont point l'habitude de voir effectuer par les soins de MM. les Préfets. Il s'agit de faire parvenir les voitures chargées jusqu'au port de Bastia centre d'échange, pour la Corse; il s'agit d'une

véritable lacune de route royale et non d'un boulevard, car le Carruggiu diritto avec ses pentes d'un 25 p. 100 avec ses quatre mètres de largeur, ne peut être raisonnablement qualifiée comme route royale, ni considérée comme la rue principale d'une ville commerçante.

Nous venons de parcourir les titres que le journal de M. Jourdan, s'est efforcé de lui créer à la reconnaissance des habitants de la ville de Bastia; nous n'avons pas pris au sérieux son excuse de n'avoir pas, faute de temps, comblé un vaste étang qui creusait un port! (sans doute celui de Bastia). Il aurait pu du moins transmettre aux ministres, la délibération du conseil municipal de Bastia, contenant l'offre de concourir pour une somme de 100,000 francs à la construction d'un nouveau bras du môle!

A la simple lecture de la justification officielle de notre Préfet adressée plus particulièrement aux habitants de Bastia, nous nous sommes bien doutés qu'il se proposait de les honorer de sa présence. Nous sommes allés aux informations et notre conjecture s'est trouvée vérifiée; mais il nous est revenu en même temps, que des personnes qui aimant à se faire valoir lui auraient fait craindre une bruyante démonstration populaire.

Nous, qui n'avons pas le même intérêt, et qui connaissons tout le respect de nos concitoyens pour l'ordre et la tranquillité publics, nous voudrions bien le rassurer et, si nous pouvions espérer d'être écoutés, l'engager à venir en toute sûreté sans mettre en mouvement un seul agent de la force armée.

Lettre de M. le Directeur général des Ponts et Chaussées à M. le Maire de Bastia.

Direction générale des Ponts-et-Chaussées et des Mines.

Monsieur le Maire,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, et par laquelle vous m'exprimez les remerciements du Conseil municipal de Bastia, à l'occasion des ordres que j'ai donnés pour l'étude du projet de rectification de la partie de la route royale qui traverse l'enceinte de cette ville.

L'importance que les habitants de Bastia attachent à la rectification dont il s'agit est un motif de plus pour que l'administration en assure la prompte exécution.

Je ne puis donc que vous renouveler les assurances que j'ai déjà transmises, à cet égard, à M. l'Imprimerie. Je serai charmé d'avoir contribué, autant qu'il aura dépendu de moi, au développement et à la prospérité d'une ville qui mérite à tous égards la bienveillance du gouvernement.

Recevez, M. le Maire l'assurance de ma considération distinguée.

Le conseiller d'Etat, directeur général des Ponts-et-Chaussées et des Mines,

Signé : LEBLANC.

Le Batou à Vapeur chargé du service des pêches entre Toulon et Bastia, retardé par les vents contraires, n'est entré dans notre port qu'à une heure de l'après-midi. On nous signale à l'instant même un fait de la nature la plus grave, auquel nous avons peine à croire. On assure que quelques passagers qui étaient à bord de ce bâtiment, ont débarqué en contravention aux lois sanitaires et sans attendre qu'on leur donnât l'entrée.

Nous attendons le résultat des informations, que l'autorité compétente ne peut manquer d'ordonner sur ce fait, qui intéresse à un si haut degré l'ordre public, et l'état sanitaire d'un pays qui se trouve si rapproché de l'Italie, où le Choléra exerce de si cruels ravages.

Le port des pistolets de poche est un délit.

C'est ce qui vient d'être jugé par une ordonnance en date du 29 octobre dernier rendue, sur le rapport de M. le juge d'instruction, par la chambre du conseil du tribunal de première instance de Bastia. Voici les motifs de cette ordonnance :

« Attendu que la déclaration du roi du 23 mars 1728 défend toute fabrication, et port des pistolets de poche; que cette déclaration a été remise en vigueur par le décret du 14 mars 1806, et sanctionnée de plus en plus par les articles 318 et 484 du Code pénal :

« Que cette ordonnance, émanant de l'autorité royale qui était alors investie de la plénitude du pouvoir législatif, est la fois une loi et un règlement d'administration publique.

« Attendu qu'alors même qu'on considérerait le décret du 14 décembre 1810, contenant règlement sur les armes à feu fabriquées en France et destinées pour le commerce comme un acte qui n'a pu constitutionnellement abroger une loi ancienne, ce décret ne saurait recevoir d'application qu'aux matières sur lesquelles il a formellement statué.

« Que ce décret contient à la vérité d'une manière implicite l'autorisation de fabriquer les pistolets de poche; mais qu'aucune de ses dispositions ne peut se référer à la faculté du port de ces armes.

« Attendu pourtant qu'il existe une différence remarquable entre la fabrication et le port des armes.

« Que du moment où la détention des pistolets de poche n'est pas interdite dans l'intérieur du domicile et dans l'intérêt de sa défense, on conçoit que la fabrication n'en soit pas illicite; mais qu'on conçoit également que le délit commence au moment où le port extérieur de ces armes peut menacer la société.

« Que si ces faits de fabrication et de port sont essentiellement séparables, il en résulte que le décret du 14 décembre 1810 peut avoir abrogé la partie de la déclaration de 1728 concernant la fabrication, par le motif que les deux dispositions étant inconciliables, la dernière législation doit l'emporter sur la plus ancienne; mais que la même incompatibilité n'existant pas pour ce qui concerne le port de ces armes, la prohibition continue à subsister.

Par ces motifs, la chambre déclare... suffisamment prouvé d'avoir été le... porteur d'un pistolet de poche, et le renvoie par devant le tribunal correctionnel pour y être jugé conformément à la loi.

## PARIS.

M. le Ministre de l'Intérieur voulant encourager une entreprise lucrative dont la haute utilité est incontestable, et qui s'est signalée depuis

vingt ans par les publications les plus importantes, vient de faire prendre plusieurs actions de la Société Dictionnaires.

M. le Ministre de l'Instruction publique, dans le même but, a souscrit à un certain nombre d'exemplaires de tous les ouvrages publiés par la société, pour être déposés dans les bibliothèques publiques.

Le sort des deux prisonniers au château de Ham est, dit-on, décidé. M. de Guernon-Raville a consenti à demander une faveur pareille à celle qui a été accordée à MM. de Peyronnet et de Chantelauze. Quant à M. de Polignac, il sera conduit hors de France, sous le poids de sa condamnation, et sans être relevé des ilôts de la mort civile. Cette mesure pourra être appelée une évasion autorisée.

(Moniteur Parisien)

M. le duc de Nemours est parti pour l'Afrique, l'intention du roi est que S. A. R. prenne part à l'expédition préparée contre Constantine.

Par ordonnance du roi insérée au Moniteur du 22, sont promus aux fonctions de préfet : M. de Saint-Aignan, préfet de la Sarthe, au département d' Eure-et-Loir, en remplacement de M. Gabriel Deslart, appelé à la préfecture de police; M. Fays, membre du conseil de préfecture du Rhône, au département de la Sarthe, en remplacement de M. de Saint-Aignan; M. Bonille, préfet de l'Aude, au département du Finistère, en remplacement de M. Meunier; M. Morcier, préfet du Finistère, au département de la Manche, en remplacement de M. Gattier; M. Gattier, préfet de la Manche, au département de l'Allier, en remplacement de M. de Saint-Aignan; M. Legoux, sous préfet de Saint-Amand, au département de l'Aude, en remplacement de M. Bonille; M. Mancel, sous préfet de Douai, au département de l'Orne en remplacement de M. Desille-Malécharde.

La neige chinoise. — On lit dans plusieurs journaux anglais que, le 7 février dernier, la neige est tombée pour la première fois, depuis soixante-dix ans, à Canton, et que les habitants ont cru d'abord que c'était du sucre. Plusieurs Chinois, après avoir reconnu leur erreur, ont néanmoins recueilli dans des caisses cette substance, qui leur paraissait extraordinaire. Qu'on juge de leur étonnement lorsque, en ouvrant les caisses quelques jours après, ils n'y ont plus trouvé que de l'eau.

Bonne Repartie. — Il y a quelque temps un passager à bord d'un bateau à vapeur, cherchant inutilement son foulard (des Indes), soupçonna l'honnêteté d'un Irlandais qui était assis à côté de lui et exigea très impertinemment que celui-ci se laissât fouiller. L'Irlandais retourna ses poches de la meilleure grâce du monde quand le malencontreux propriétaire trouva au fond de son propre chapeau le mouchoir qu'il croyait perdu. Il allait enfler le chapelet des excuses ordinaires quand l'Irlandais l'interrompit en lui disant: « Oh! ce n'est pas la peine; vous m'avez pris pour un voleur; je vous prenais pour un scélérat (homme bien élevé), nous n'avons fait que nous tromper tous deux. »

## NOUVELLES ETRANGÈRES.

Espagne. — Le gouvernement a reçu par le télégraphe les nouvelles suivantes :

La légion étrangère a reçu 250,000 fr. et des vivres. Le convoi avait été attaqué à Villava par les carlistes qui ont été repoussés et dispersés. Ils ont perdu du monde.

Gomez est revenu à Cordoue le 13, et s'est dirigé sur la Manche à l'approche d'Alcazar qui est arrivé à Cordoue le lendemain. Rodil était le 14 à Val-de-Penas. On ignorait à son quartier-général quelle direction il prenait. Les défilés de la Sierra-Morena étaient interceptés par des bandes.

On ne communiquait avec l'Andalousie que par l'Extramadure. Il paraît qu'aucun engagement n'a eu lieu.

Le 17, dans la séance préparatoire des cortès, M. Bererra a été élu président; MM. Alazaga et Cevallos, secrétaires.

Deux bataillons de la garde nationale mobilisée sont partis de Madrid le 18 pour Tudela, Toulon et l'artillerie carliste a été transportée en Bisraye. On s'attend à une attaque sur Bilbao. Le quartier-général carliste a été transféré à Escoriaza le 19.

CHAMBRE DES PROCUREURS. — Nous recevons par voie extraordinaire les nouvelles suivantes de Madrid, en date du 20 octobre :

La chambre des procureurs se montre très sévère, dans les travaux de la vérification des pouvoirs.

L'élection du Ministre de la guerre par intérim a été annulée.

Le courrier d'Andalousie a manqué aujourd'hui PORTUGAL.

Tentative de Contre-révolution. — Le bâtiment à vapeur l'Opposant, est arrivé de Lisbonne à Falmouth avec ses journaux et les lettres au g. Voici les principales nouvelles qu'il apporte :

Une vive sensation a été produite à Lisbonne le 6 par la présence du vaisseau de la reine anglaise le Talisman qui est venu prendre position en face de la place du Commerce, et à une distance plus courte d'un demi mille, que celle qu'ont l'habitude d'occuper les vaisseaux étrangers qui stationnent dans le Tage. Cet événement a jeté les ministres dans la surprise et l'agitation. Ils se sont hâtés de demander à l'amiral qui commande l'école et à l'ambassadeur anglais les motifs d'une conduite qui n'eût pu leur échapper. On ne leur a donné que des raisons vagues.

Le conseil des ministres a délibéré sur les mesures à prendre, et n'a su à quel parti s'arrêter. Des renseignements qui arrivaient de toutes parts donnaient à penser qu'une tentative de contre-révolution se préparait et que peu aient eu la présence des Anglais favoriserait ce mouvement.

Les soldats et les marins anglais se montraient occupés du manège de leurs armes. 300 marins avaient même été débarqués sur la rive pour y faire l'exercice. Ce fut dans ces entrefaites qu'on apprit que des promesses et de l'argent étaient répandus parmi les troupes pour les engager à déserter. L'armée portugaise à la quelle elles avaient contribué un peu auparavant, s'était surtout le 3<sup>e</sup> régiment de chasseurs que l'on espérait gagner à ce projet de contre-révolution.

Des arrestations furent faites, et les chefs principaux du mouvement se virent aussitôt découverts. On cita parmi eux le colonel, du 5<sup>e</sup> de chasseurs, aide de camp du prince Ferdinand, deux anciens ministres et deux ambassadeurs étrangers. Si rien n'eût fait obstacle au complot, il devait éclater dans la nuit du 6, la Constitution devait être abolie, la charte de don Pedro révoquée, et dona Marie allait chercher au aide sur les vaisseaux anglais.

Munis de ces renseignements, les ministres se rendirent au palais. Ils déclarèrent à dona Marie que, si elle approuvait les préparatifs de contre-révolution dont il était instruit, il ne leur restait qu'à partir à prendre, celui de donner leur démission.

La reine fondit en larmes et protesta que le projet dont il était question était fort loin de sa pensée. Elle n'avait qu'un seul désir, le bonheur de son peuple. Les ministres lui firent observer qu'une démarche imprudente de sa part pouvait avoir les suites les plus graves, et que si, par exemple, elle montait à bord d'un vaisseau anglais, de ce moment la elle devrait renoncer à tous ses droits à la couronne.

La nuit venue, le rappel battit dans toutes les rues de Lisbonne. La garde nationale se mit sous les armes et occupa les postes les plus importants. Le lendemain on fit embarquer à B. le 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs; on l'envoya dans les Algarves renforcer la division qui s'y trouve et qui cherche à contenir l'insurrection miguele.



Le jour où l'Opposum qui apporte ces nouvelles quittait Lisbonne, c'est-à-dire le 2, dans Marie de-  
vait prêter serment à la constitution d'une manière  
solennelle. On n'a pu savoir à bord de ce bâtiment  
si en effet la cérémonie avait eu lieu; mais les dé-  
tonnations d'artillerie qu'on a entendues et les fu-  
sées du feu d'artifice qu'on a pu distinguer, donnent  
lieu de croire que l'événement a eu lieu selon le  
programme arrêté d'avance.

## VARIÉTÉS.

## CHEMIN DE FER DE BRUXELLES A MALINES

Au reste, s'il est douteux que les chemins en  
fer tuent la guerre, il l'est moins que les douanes  
y périssent. Supposez seulement un chemin en  
fer de Bruxelles à Paris. Voilà quinze cents per-  
sonnes qui partent chaque matin sur les wagons  
pour aller d'une cité dans l'autre. Bâtit-on un  
hangar grand comme une ville pour propor-  
tionner le local de la douane à la grandeur de ces  
convois? Equipera-t-on un armée de douaniers  
pour visiter une armée de voyageurs? Ouvrira-t-  
on quinze cents malles, autant de porte-manteaux,  
autant de boîtes à chapeaux, pour y faire la chas-  
se aux marchandises prohibées, et tiendra-t-on  
les voyageurs comme au lazaret, pendant quar-  
ante-huit heures, sous le hangar de la douane?  
Etsi la visite était possible, ne sera-t-elle pas dé-  
rivoire? Peut-on calculer la valeur des fraudes?  
qui échappent à l'incommodité surveillance des  
préposés? Imaginez un convoi parti de Bruxelles  
pour Paris. Je veux bien réduire le nombre des  
voyageurs; au lieu de quinze cents n'en mettons  
que mille. Mais ces mille personnes ont toutes  
dans leurs portefeuilles une pièce de fine dentel-  
le de Bruxelles, de cette dentelle dont on peut  
envoyer à Paris dans une lettre pour plusieurs cen-  
taines de francs, et dont on pourrait cacher dans sa  
bouche, en prétextant une gencive enflée, pour  
quelques cents louis. Or, on ne fouillera pas les  
portefeuilles ni la bouche; jamais douane n'irait  
jusque là, sous peine de voir l'armée des mille vo-  
yageurs se révolter contre ses agents, les chasser  
ou leur faire pis, et entrer tête levée sur le terri-  
toire avec le butin fait sur le fisc. Eh bien! cal-  
culez la perte que fera le trésor sur ces mille pié-  
ces de dentelles échappées aux griffes de la douane.  
Mais ce n'est pas tout. Il n'est pas dans ces  
mille personnes un ami si scrupuleux des douanes  
qui n'ait emporté, outre le beau fusil de Liège  
et les pièces de coutellerie de Namur, que la  
douane lui passe, comme objets d'usage particuli-  
er, une robe de fourreau d'Angleterre pour sa fem-  
me, sa fille ou sa sœur, quelques chemises de fine  
toile de Courtray, même un ample manteau  
de drap de Verviers, moins cher et plus brillant  
que nos draps, dont il fera deux ou trois habits  
complets pour ses enfants. Voilà donc de bon  
compte, outre les mille pièces de dentelle, repré-  
sentant une valeur énorme, mille robes de tou-  
lards anglais, mille fusils de Liège, mille écrins  
de belle coutellerie, mille demi-douzaines de che-  
mises de toile de Courtray, mille manteaux, ou  
trois mille habits complets d'enfants, fraudés en un  
seul voyage, sur lesquels la douane aura perdu  
sa part de lion! Si cette perte ne résulte pas d'un  
seul convoi, elle résultera de deux, de trois; tout ce  
qui sera du commerce transportable, tout ce qui  
pourra être dérobé à la visite sans précautions ex-  
traordinaires, on grèvera le trésor en ne lui pay-  
ant pas de droit, on minera sourdement le com-  
merce indigène par une contrebande de détail qui  
échappera à tous les regards. En cherchant à con-  
server le maintien des douanes avec l'établisse-  
ment des chemins en fer, on arrive à l'absurde.  
Qui veut l'un ne doit pas vouloir l'autre. Il faudra  
donc que la locomotive passe sur le corps de la

douane, et que sur l'emplacement de ses bureaux  
on établisse des relais de houille. Les gouverne-  
ments, qui n'ont guère d'entrailles que pour la  
douane, même quand ils possèdent dans leurs  
conseils des ministres entichés par la contreban-  
de, font bien d'y regarder à deux fois dans leur  
intérêt, sinon dans le nôtre. Ils prévoient quel-  
ques effets de ce genre, et ils ajournent les pro-  
jets des chemins en fer, tout en faisant semblant  
de s'y intéresser, jusqu'à payer des vacations à  
des ingénieurs chargés d'en lever les plans et de  
les déclarer impraticables. C'est là tout le secret  
de ces singulières enquêtes ou les gouvernements,  
qui craignent les chemins en fer, parce qu'ils pen-  
sent qu'avec les gens et les ballots les idées aus-  
si pourraient cheminer plus vite, consultent sur  
l'utilité de ces chemins des assemblées de nota-  
bles qui n'en veulent pas parce que leur super-  
flu est hypothéqué sur les douanes et les routes  
ordinaires. Comment ne demande-t-on pas l'avis  
et le consentement des maîtres de poste et des  
messageries? Le résultat de l'enquête serait enco-  
re plus sûr.

Les gouvernements despotiques de l'Allema-  
gne autorisent, dit-on, les chemins en fer. Je ne  
reconnais pas la leur prévoyance si vantée. Il est  
vrai qu'il ne tourneront pas vers Paris la bouche  
de ces chemins; il est vrai qu'étant les seuls roya-  
ners et les seuls maîtres de poste dans leurs roya-  
mes, comme cela se voit en Prusse, ils pourront  
toujours régler à leur volonté les besoins de voya-  
ge de leurs peuples, et réduire le personnel des  
convois; il est vrai que comme l'imprimerie,  
qui est la semence de toutes les idées et de toutes  
les libertés a pu être frappée de stérilité dans  
leurs mains avares, de même les chemins en fer  
pourraient bien n'être pendant long-temps qu'une  
invention pour les curieux de l'Allemagne. Mais  
que seulement la France commence, que toutes  
les intelligences qui y sont libres, que toutes les  
existences qui y souffrent du monopole s'entendent  
d'un bout du royaume à l'autre pour demander  
pacifiquement, mais avec énergie, un mode de  
communications intérieures et extérieures  
qui doit rendre à toutes les denrées nécessai-  
res à la vie leur valeur réelle, au lieu de cette va-  
leur factice et exagérée que leur donnent les dou-  
anes, que Bruxelles et Paris se tendent la main,  
et nous n'avons pas peur que la locomotive, une  
fois lancée sur un chemin de cent vingt lieues, une  
fois vu dévorant en un peu plus de 12 heures  
cet immense espace, avec sa banderole de fumée  
et ses quinze cents voyageurs assis sur de com-  
modos charrabanes s'arrête même devant le des-  
potisme prussien, autrichien ou russe.

Il y a un reproche à faire au gouvernement  
belge, ou du moins à ceux de ses agents auxquels  
est confiée l'administration du chemin en fer.  
J'ai déjà parlé de la seconasse qu'imprimeur aux  
chariots remorqués la mise en mouvement ou  
l'arrêt de la locomotive, et j'ai dit que cette seconasse  
est assez forte pour vous faire tomber, si vous  
êtes debout à l'instant du départ ou de l'arrivée;  
or, par une précaution dont les places du prix  
le plus élevé ont été favorisées, cette seconasse  
est presque nulle pour les voitures couvertes ou  
berlines où sont marquées et numérotées ces pla-  
ces, et qu'une capote met à l'abri des injures de  
l'air. Cette précaution consiste en des tampons  
de cuir fixés à la poupe de chaque berline, et  
contre lesquels vient s'appuyer le choc de la poupe  
de la berline qui suit, si les mots poupe et poupe  
peuvent s'appliquer à des berlines. On en est  
quitté pour un léger mouvement à peine assez  
fort pour vous faire pencher la tête en avant. Il  
n'en est pas de même pour les charrabanes de-  
couverts, dont les places sont à moindre prix, et  
la où poupe heurte la poupe, bois contre bois,  
fer contre fer, avec une force qui pourrait mettre en

danger même les gens assis, s'ils prenaient quelque  
distraction au contre-maître, et que sa main, moins  
exacte, arrêtât trop brusquement la machine.  
N'est-ce donc pas assez que ces places soient ex-  
posées à l'air, dont la température est rendue plus  
vive par l'extrême rapidité de la course, qu'on y  
soit durement assis, et qu'on y reçoive une pluie  
de poussière fine et desséchante qui s'échappe  
incessamment du fourneau et que le vent chasse  
sur la queue du convoi? C'est ici une précaution,  
contre des accidents; or tout ce qui est de pré-  
caution sinon de luxe, doit avoir été prévu dans  
une entreprise exécutée par un gouvernement  
libéral aux frais de la nation. Au lieu de rendre  
les inégalités sociales plus choquantes, son devoir  
est de les adoucir et de donner à bas prix au moins  
la sécurité, sauf à faire payer un peu plus à la  
richesse ou à la vanité tout ce qui est d'aisances  
recherchées.

(Nisard. R. de P.)

Le Gérant N. TARTAROLI.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 27 octobre au 2 Novembre.

FIUMORBO, Gondole, S. Joseph cap. Laporta  
potasse.  
FIUMORBO, Bombarde S. Charles cap. Benigni,  
bois de construction.  
MARSEILLE, Goelette, la Constance capitaine  
Rogliano marchandises diverses.  
MARSEILLE, Brick Goelette S. Antoine cap. ma-  
rinetti marchandises diverses.  
LIVOURNE Bateau à vapeur, Napoléon cap.  
Lota passagers et marchandise.  
CAGNANO, Bombarde Adèle cap. Mattei bois  
à brûler.  
LIVOURNE, Gondole, assumption cap. Paoletti  
fromage.  
TOULON Bateau à vapeur, le Var cap. Valzi  
dépêches.

## DÉPARTS.

TOULON, Bateau à vapeur le Var cap. Valzi,  
avec dépêches.  
LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon cap.  
Lota avec passagers.

## MALADIES SECRÈTES

Traitement du Dr. G. de St. Gervais  
Cette nouvelle méthode qui est promptement  
couteuse et facile à suivre dans le plus grand  
secret; guérit radicalement sans mercure les  
écoulements, exostoses, ulcères, Dartres, gravelle,  
catarrhe de vessie et toutes les maladies syphi-  
litiques récentes, invétérées ou rebelles, la virus  
des affections nouvelles est détruit en 15 ou 20  
jours sans répercussion.  
Rue Richer, N° 6 bis à Paris.  
Traitement gratuit par correspondance.

## LA

## GRAMMAIRE

## DE

## NAPOLÉON LANDAIS,

## RÉSUMÉ GÉNÉRAL

## DE TOUTES LES

## GRAMMAIRES FRANÇAISES,

Vient de paraître. Elle se trouve chez les  
Frères FARIANI. — Prix 12 fr.

Bastia, De l'Imprimerie de CÉSAR FARIANI.

MERCREDI 9 NOVEMBRE 1836.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDI.

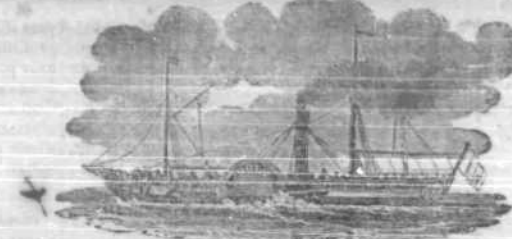
TROISIÈME ANNÉE, N° 164.

## DE S'ABONNER A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A POUILLON, ci-devant de LEPAGE, ci-devant de BOURGON  
11, rue N. Dame des Victoires N° 18.  
A l'adresse de correspondance de P. JUSTIN  
et à l'adresse de la Bastia, N° 2, à la cor-  
respondance commerciale, de POUILLON, ci-devant de  
BOULLOT, rue St. Honoré 297, ou l'on  
reçoit les annonces pour l'Insulaire français.



## L'Insulaire Français.

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.

PRIX D'ABONNEMENT  
POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . . . 16 fr.  
POUR SIX MOIS . . . . . 8  
POUR TROIS MOIS . . . . . 4  
POUR LE CONTINENT . . . . . 20  
POUR L'ÉTRANGER . . . . . 24

Fried insertion, 40 c. la ligne.

## CORSE.

Dans notre dernier numéro, nous avons dû  
rapporter un fait grave, qui a singulièrement exci-  
té l'attention du public. Quelques passagers,  
avons nous dit, arrivés de Toulon par le paque-  
bot à vapeur pendant la nuit, ont débarqué avant  
d'avoir été admis à la libre pratique.

Comme il s'agissait, selon nous, d'une infrac-  
tion aux lois sanitaires sévèrement punies (1),  
nous nous sommes abstenus de nommer les per-  
sonnes. Aujourd'hui nous regrettons d'être obli-  
gés d'ajouter, que d'après des informations offi-  
cielles, notre Procureur-général, M. Realier Du-  
mas, lui-même, s'est trouvé compromis dans  
cette affaire.

Voici l'exposé textuel de M. Rigo, Président  
semainier de la Commission sanitaire de Bastia.

Hier, deux Novembre à une heure du matin,  
M. Realier-Dumas, Procureur général près la  
Cour royale, s'est présenté chez moi accompagné  
d'un autre passager qu'on m'a dit ensuite se  
nommer Carrega Jean, pour me demander que le  
bateau à Vapeur de Toulon qui venait d'entrer  
dans le port et sur lequel se trouvait M. Réa-  
lier Dumas, qui était très souffrant, fut mis en  
libre pratique. Comme d'après les Instructions  
de l'Intendance en date du 22 Mars 1836, les  
quelles n'ont fait d'ailleurs que développer un  
des articles du règlement local, les bateaux à  
Vapeur de la Correspondance doivent obtenir  
l'entrée à quelque heure de la nuit qu'ils arrivent,  
j'adhérai à cette demande. En conséquence, après  
avoir engagé M. Le Procureur général à aller  
rejoindre les autres passagers et à attendre avec  
eux que l'entrée fut accordée au bateau, ce qu'il  
fit immédiatement, je sortis pour me rendre au  
bureau de la Commission et trouvai les rues com-  
plètement désertes ce qui écartait tout soupçon  
de communication entre les habitants et les passa-  
gers débarqués.

La réquisition du Directeur des Postes exi-

(1) Art. 7. de la loi du 3 mars 1822. Toute violation des  
lois et des règlements sanitaires sera punie: 3° 5 de la peine d'un an  
à dix ans d'emprisonnement, et d'une amende de 100 fr. à 10,000 fr.  
si elle a pour objet une communication prohibée avec des lieux, des per-  
sonnes, ou des choses, qui, ainsi être dans un des cas ci-dessus spé-  
cifiés (de la punition brute ou suspecte) ne serait point en libre  
pratique.

gée en pareil cas m'étant parvenue, je procédai  
à l'interrogatoire du Capitaine Valzi; Je reconnus  
que ses pièces étaient en règle, que l'état sanitaire  
de la Ville de Toulon, d'où il était parti le 31  
octobre était parfait, qu'enfin il n'avait relâché  
nulle part et n'avait communiqué avec aucun bâ-  
timent; Après quoi je lui donnai l'entrée.

Dans la journée je fis appeler au bureau de la  
Commission le Capitaine Valzi, et lui demandai  
pourquoi il s'était permis de débarquer des passa-  
gers, avant d'avoir été mis en libre pratique. Il  
me répondit que tandis qu'il était occupé à amar-  
rer son bâtiment, M. Le Procureur général s'é-  
tait embarqué sur une chaloupe, pour aller faire  
prévenir le Président de la Commission, de l'ar-  
rivée du bateau et lui faire demander l'entrée.  
Que du reste il avait ignoré ce qui s'était passé à  
terre.

Le lendemain 4, la Commission sanitaire de  
Bastia s'étant réunie de nouveau, M. Realier Du-  
mas s'est présenté devant elle et a déclaré :

Qu'ayant appris que la Commission avait  
l'intention de diriger des poursuites contre le Ca-  
pitaine Valzi, auquel on reprochait d'avoir per-  
mis que lui Procureur-général et un autre pas-  
sager fussent débarqués avant la mise en libre  
pratique du Bateau à Vapeur, il venait sponta-  
nément au sein de la Commission pour éclairer  
sa religion et mettre le Capitaine à l'abri d'une  
punition que celui-ci n'avait point méritée. M.  
le Procureur-général a affirmé sur son honneur  
que le Capitaine n'avait ni communiqué lui-même  
ni permis à aucun passager de communiquer  
avec qui que ce fût; que, quant à lui Procureur-  
général, il s'était borné, sans communiquer avec  
personne, à se rendre jusqu'au logement du  
Président Semainier pour demander l'entrée, a-  
près quoi il était allé rejoindre immédiatement  
les autres passagers et avait attendu avec eux  
que l'entrée leur fût accordée.

M. le Procureur-général s'étant retiré, la  
Commission, à la majorité de quatre voix contre  
une, Considérant qu'il résulte des explications  
de M. le Procureur-général, que ni le Capitaine  
ni les passagers n'ont communiqué avec person-  
ne; a décidé qu'il n'y a lieu à intenter aucune  
poursuite.

Nous voulons bien admettre qu'à terre, par  
rapport aux personnes, tout se soit passé, ainsi  
que M. le Procureur-général l'a affirmé, quoique  
nous voyons des données contraires; mais il nous  
semble qu'il restait toujours à décider, s'il s'agit du

débarquement des passagers et de leur circula-  
tion en ville n'avait point opéré, à lui seul, une  
communication prohibée avec les lieux et les choses  
qui, sans être sous le régime de la patente brute  
ou suspecte, n'étaient point en libre pratique. Et,  
d'après l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 7 août  
1822, la libre pratique des provenances par mer,  
n'est admise qu'autant que leur état sanitaire a  
été préalablement reconnu par l'autorité, ou  
agents proposés à cet effet.

Examinée sous un autre point de vue, la déli-  
beration de la Commission sanitaire, nous paraît  
avoir mérité un reproche encore plus grave : c'est  
celui d'avoir outre passées ses attributions.

Par l'art. 17 de la loi du 3 mars 1822, les  
membres des autorités sanitaires, sont assimilés  
aux officiers de police ordinaire pour la constata-  
tion des délits sanitaires, et par conséquent ils  
sont obligés de se conformer aux dispositions du  
code d'instruction criminelle. Or, d'après l'arti-  
cle 481 de ce code. « Si un membre de cour ro-  
yale, ou un officier exerçant près d'elle le mini-  
stère public, était prévenu d'avoir commis un  
crime ou délit, hors de ses fonctions, ( par exem-  
ple un délit sanitaire ) l'officier qui aura reçu  
les dénonciations ou les plaintes est tenu d'en  
envoyer desuite des copies au ministre de la  
justice; » et le ministre d'après l'art. 482 doit  
transmettre les pièces à la Cour de cassation, qui  
renverra l'affaire, s'il y a lieu, soit au tribunal de  
police correctionnelle, soit à un juge d'instruc-  
tion, pris hors du ressort de la Cour, à laquelle  
appartient le membre inculqué. »

Selon ces principes, il est évident, que dans  
l'espèce s'agissant d'un Procureur général et d'un  
membre de la Chambre des députés, l'autorité  
sanitaire, aurait dû se borner à transmettre les  
pièces au Ministre garde des sceaux, et s'abstenir  
de prononcer, soit la mise en prévention, soit la  
déclaration qu'il n'y avait pas lieu à intenter  
poursuite.



La Cour royale a fait sa rentrée jeudi 3 du courant. M. Bertora avocat général a prononcé le discours d'usage. Il avait pris pour sujet l'autorité des lois.

Voici la composition des trois chambres de la Cour royale pour l'année judiciaire 1836-1837.

#### CHAMBRE CIVILE.

##### Président.

M. le C<sup>te</sup> Colonna d'Istria.

##### Conseillers.

MM. Marilese. — Arrighi. — Pallavicini. — Giordani. — Gavini. — Juchereau de St Denis. — Viale-Rigo. — Grégori. — Consolier. — Sorbier, 1<sup>er</sup> avocat général.

#### CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION.

##### Président.

M. Suzzoni.

##### Conseillers.

MM. Olivetti. — Galezzini. — Colonna d'Istria. — Graziani. — Pierangeli. — Consolier. — Jourdan Substitut.

#### CHAMBRE CORRECTIONNELLE.

##### Président.

M. Casale.

##### Conseillers.

MM. Casabianca. — Arena. — Capelle. — Viale. — Limperani. — Stefanini. — Bertora avocat général.

#### Procureur-Général.

M. Resler Damas.

#### SERVICE DU PARQUET.

M. Morati, Conseiller auditeur, attaché au Parquet.

#### SERVICE DU GREFFE ET DES CHAMBRES.

##### Greffier en chef.

M. P. Marinetti.

#### Greffiers d'audience.

MM. B. Marinetti, Chambre civile. — Gussco, Chambre des mises en accusation. — Santelli, Chambre des appels de police correctionnelle. — Marchi, Cour d'assises.

#### JOURS D'AUDIENCE DE LA COUR ROYALE.

##### CHAMBRE CIVILE.

Les Lundis, Mardis et Mercredis.

##### CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION.

Les Vendredis.

##### CHAMBRE CORRECTIONNELLE.

Les Jeudis.

Le brick Golette le S<sup>t</sup> Antoine commandé par le Cap. Marinetti est entré dans le port de Bastia, le 28 octobre dernier à minuit avec gros vent NO et grosse mer. Malgré qu'il eût mouillé deux ancres la force de l'ouragan l'a jeté sur les rochers.

Le frivole capitaine, Donat Beigne, commandant le brick Le Salomon Henri, éveillé par les cris de détresse, s'est empressé d'envoyer son équipage avec un câble à bord du capitaine Marinetti. C'est à son prompt secours et à l'assistance des braves marins de Bastia, qui se sont trouvés présents, que le capitaine Marinetti doit la conservation de son bâtiment.

Le bateau à vapeur de l'état, Le Cerbere, Cap. Montegrudi, parti de Bone pour Alger, a été surpris par un violent ouragan et a dû relâcher au port, afin de réparer ses avaries et de donner de combustible, dont il était entièrement dépourvu.

Le bateau à vapeur, Le Sally, Cap. Arnaud allant à Marseille, a relâché dans notre port à cause du mauvais temps. Il en est reparti le 7 du courant.

La Canonnière de S. M. le roi de Sardaigne, Cap. Montegrudi, a embarqué, ce matin, les condamnés piémontais qui s'étaient évadés des prisons de Cagliari, et qui avaient été arrêtés par la gendarmerie.

#### CHOLÉRA EN ITALIE.

*Insectes du Choléra.* — On lit dans le *Diario di Roma* : « Un de nos plus savants médecins, le docteur Viale, envoyé par le gouvernement à Ancône, croit être parvenu à constater la présence dans de choléra d'insectes dont quelques médecins avaient déjà soupçonné l'existence. Ce docteur, connu par sa patience et le génie de l'observation, a donné la description de cet insecte dans plusieurs lettres écrites au docteur Mattei, professeur de clinique à l'université de Rome; il a même envoyé le dessin de cet insecte qui semble devoir être rangé parmi les diptères. On le reconnaît même à l'œil nu, et le microscope n'est nécessaire que pour en faire l'examen. Le docteur Viale va bientôt publier un mémoire sur ces myriades d'insectes cholériques dont la découverte pourra n'être pas inutile à la connaissance de cette dangereuse maladie. »

Nous nous félicitons d'autant plus de cette découverte, que M. Viale (Benoit) a reçu le jour dans la ville de Bastia.

On lit dans le N<sup>o</sup> du 31 Octobre de la *Charte* de 1830 :

« Pendant le mois de septembre dernier, il a été commis en Corse, cinq assassinats, sept tentatives d'assassinat et un rapt à main armée. Deux propriétés ont été incendiées par une suite d'intimidation. »

Il paraît que la *Charte* de 1830 ne puise pas ses renseignements, du moins en ce qui concerne la Corse, à des sources bien irréversibles, et c'est pourtant sur de tels documents, que les auteurs de certaines brochures, dressent souvent la statistique de notre département. Les voyageurs étrangers qui jugent de son état moral sur les articles des journaux n'approchent qu'avec crainte d'une contrée où la vie des habitants court à chaque instant des dangers. C'est pour détruire ces impressions fâcheuses et qui contrastent singulièrement avec la parfaite sécurité dont nous jouissons, que nous relevons les grossières erreurs dans les quelles les feuilles du continent peuvent être entraînées par des correspondants, prévenus ou trompés. Tous ceux qui s'occupent des mœurs et des affaires qui sont du domaine de la cour d'assises, haussent les épaules de pitié, en lisant ces relations infidèles et quelquefois malveillantes, soit relativement aux améliorations matérielles soit sur le caractère des habitants. Il est rare que ces détails sur le pays ne portent l'empreinte d'une grande exagération. Quand on ne peut pas inventer des faits odieux, on change du moins leur nature, c'est ainsi que toutes les offenses contre les personnes sont qualifiées d'assassinats ou de tentatives d'assassinat, bien qu'elles présentent à peine le caractère de délit ou de contravention. L'article que nous signalons est une nouvelle preuve de cette préoccupation défavorable. Il est faux que deux propriétés aient été livrées aux flammes par suite d'incendie. Quant au nombre des arrestations opérées par la gendarmerie nous n'en sommes pas étonnés. Nous ferons seulement remarquer que les six huitièmes des personnes arrêtées ont été relâchées sur caution, leur emprisonnement préventif n'a-

yant d'autre cause que la saisie du port d'armes prohibées. On sait d'ailleurs que ce n'est que depuis peu de temps que les lois prohibitives des armes ont été mises en exécution. Il a fallu prendre l'initiative, insister, presser et revenir à plusieurs reprises, sur un sujet qui touche de si près à la liberté publique, avant d'obtenir ces heureux résultats.

Samedi dernier, 5 du courant, la nouvelle d'une insurrection, qui aurait éclaté à Strasbourg, s'est tout-à-coup répandue à Bastia. Comme d'ordinaire, cette nouvelle, n'a pas tardé à se grossir : avant la fin du jour ce n'était plus seulement la ville de Strasbourg, c'était tout l'Est de la France, qui était en feu, et avait arboré l'étendard de la révolte. L'autorité ne se donnait aucun souci pour démentir ce qu'il y avait d'exagéré dans ces rumeurs sinistres, et ce qui augmentait d'autant plus les inquiétudes du public, c'est que l'on savait que M. le Préfet avait reçu des dépêches de Paris au sujet de cette affaire.

Ce n'est qu'à l'arrivée du paquebot de Toulon, c'est-à-dire après deux jours des plus cruelles incertitudes, que nous avons eu connaissance du véritable état des choses. Nous avons appris en même temps que la dépêche, télégraphique annonçant l'échauffourée de Strasbourg et son prompt dénouement, était parvenue, depuis le 4 au matin, à M. le Préfet, par la voie d'Ajaccio. Il nous semble qu'il eût été prudent et sage d'en donner immédiatement connaissance au public.

C'est ce qu'on fait dans tous les autres départements : c'est ce qu'on doit faire à plus forte raison en Corse, où le courrier du continent n'arrive que deux fois par semaine. Notre Préfet, M. Jourdan, ne s'est nullement douté de l'importance, qu'il y avait, à donner de la publicité à la dépêche télégraphique qu'il avait reçue. Encore s'il avait gardé la nouvelle pour lui seul, mais il en a fait la confidence à quelques habitués de son cabinet, d'où sont parties les indiscrétions, qui, commentées ensuite au gré des passions, ont donné naissance aux bruits alarmants dont nous avons parlé. Que conclure de tout ceci? C'est que le ministère doit s'abstenir désormais d'envoyer à M. Jourdan des dépêches télégraphiques contenant des nouvelles aussi graves ou du moins de lui donner de bonnes instructions pour qu'il sache en faire un meilleur usage.

Voici du reste, les détails de l'événement de Strasbourg, tels que les donnent les journaux de la Capitale.

#### EXTRAIT DU MONITEUR.

Onze heures du matin.

Le Gouvernement a reçu hier soir la dépêche télégraphique suivante, interrompue par le bruit du canon.

Strasbourg, 30 octobre 1836, huit heures du matin. Le général commandant la 5<sup>e</sup> division militaire à M. le ministre de la guerre.

Ce matin, vers six heures, Louis-Napoléon, fils de la duchesse de Saint-Leu, qui avait dans sa confidence le colonel d'artillerie Vaudrey, a parcouru les rues de Strasbourg avec une partie de...

Pour copie. — L'administrateur des lignes télégraphiques, ALPHONSE FOY.

N. B. Les mots soulignés laissent des doutes. Le brumaire survenu sur la ligne ne permet ni de recevoir la fin de la dépêche, ni d'éclaircir le passage douteux.

Le conseil des ministres s'est réuni chez le roi. Aujourd'hui, à dix heures du matin, la malle de Strasbourg est arrivée. M. de Franqueville, aide-de-camp du lieutenant-général Voirol, commandant la 5<sup>e</sup> division militaire a apporté le rapport ci-joint du général, qui annonce la fin immédiate de cette tentative criminelle.

Monsieur le ministre, « Ma dépêche télégraphique de ce matin vous a fait connaître la tentative coupable du jeune Louis-Napoléon Bonaparte pour ébranler la fidélité des troupes de la garnison de Strasbourg, et comment cette échauffourée a échoué devant la noble et courageuse conduite de nos soldats. »

Ce jeune homme, accompagné de quelques aventuriers, parmi lesquels se trouvait M. le commandant Parquin, en uniforme d'officier général d'artillerie, qui, par ses manœuvres coupables, s'était fait suivre par une partie des sous-officiers et soldats de son régiment, s'est présenté chez les autorités pour chercher à les entraîner, et, après avoir arrêté le préfet, a fait occuper mon hôtel par des canonniers.

Un piquet commandé par M. Parquin s'est établi dans mon salon; mais des canonniers fidèles et braves, écoutant ma voix et guidés par les sentiments du devoir et de l'honneur, m'ont entouré, et bientôt à cheval au milieu d'eux, j'ai fait lever le pont-levis, et où j'étais certain de trouver un régiment fidèle, le 16<sup>e</sup> de ligne, qui a fait partie du camp de Compiègne, et dont les braves, en se rappelant son jeune prince, m'ont accueilli aux cris de vive le roi! et ont montré un enthousiasme qu'on ne rencontre que sur les champs de bataille, en présence de l'ennemi. Cet enthousiasme s'est communiqué comme un feu électrique parmi toute la garnison : les canonniers du 4<sup>e</sup>, qui avaient un instant obéi aux ordres coupables de leur colonel, l'ont également par tagé.

J'ai fait mon entrée en ville à la tête du 16<sup>e</sup> de ligne, et me suis porté à la Préfecture; mais déjà le préfet avait été délivré par des officiers d'artillerie que j'avais envoyés chez lui.

Pendant ce temps, Louis-Napoléon, avec le colonel Vaudrey et une faible partie de ses soldats encore égarés, s'est rendu au quartier Finckmatt occupé par le brave 46<sup>e</sup>; là il a cherché à les faire manquer à leur serment, mais vainement. Le lieutenant-colonel Talandier, prévenu par mon aide-de-camp, M. le chef d'escadron de Franqueville, a pu se rendre précipitamment à Finckmatt, où il ne lui a pas été difficile de faire comprendre à son régiment (qu'on cherchait à ébranler) qu'on les trompait; le brave colonel Paillet et tous ses officiers arrivèrent aussitôt à Finckmatt. Dans une minute Louis-Napoléon Bonaparte et les misérables qui avaient pris parti pour lui ont été arrêtés, et les décorations dont ils étaient revêtus ont été arrachées par les soldats du 46<sup>e</sup>.

Après les avoir fait conduire à la prison de la ville, escortés par le 46<sup>e</sup>, et avoir assuré la sûreté de cet établissement, je me suis rendu sur la place d'Armes; j'ai passé les troupes en revue, qui ont, en défilant aux cris mille fois répétés de vive le Roi montré aux ennemis de nos institutions combien le Roi et la patrie pourraient compter sur leur fidélité et leur dévouement.

Après les avoir fait conduire à la prison de la ville, escortés par le 46<sup>e</sup>, et avoir assuré la sûreté de cet établissement, je me suis rendu sur la place d'Armes; j'ai passé les troupes en revue, qui ont, en défilant aux cris mille fois répétés de vive le Roi montré aux ennemis de nos institutions combien le Roi et la patrie pourraient compter sur leur fidélité et leur dévouement.

Après les avoir fait conduire à la prison de la ville, escortés par le 46<sup>e</sup>, et avoir assuré la sûreté de cet établissement, je me suis rendu sur la place d'Armes; j'ai passé les troupes en revue, qui ont, en défilant aux cris mille fois répétés de vive le Roi montré aux ennemis de nos institutions combien le Roi et la patrie pourraient compter sur leur fidélité et leur dévouement.

D'après le dire du colonel Vaudrey, personne que lui et le jeune Louis Bonaparte ne connaissent leurs projets. La justice informe; toutes les mesures militaires sont prises, et je puis répondre au gouvernement que nos soldats ne se laisseront jamais ébranler dans leur fidélité, et qu'ils seront toujours dignes de la France et du roi Louis-Philippe.

Je suis encore tellement ému, monsieur le ministre, de ce qui vient de se passer; que je remet à un autre moment à vous faire un rapport plus étendu sur cette échauffourée, dont M. de Franqueville, mon aide-de-camp, pourra vous parler plus en détail : c'est lui qui vous remettra cette dépêche écrite précipitamment; il se rend en poste à Paris.

Mon aide-de-camp s'est conduit, dans cette circonstance, d'une manière admirable. S'il n'avait déjà d'anciens titres aux bontés du roi, je ferais valoir aujourd'hui ceux qu'il a acquis dans cette déplorable circonstance.

Dans l'élan général dont la garnison de Strasbourg toute entière a fait preuve en ce jour, beaucoup d'officiers, sous-officiers et soldats se sont conduits avec un véritable courage; leur fidélité tant que leur énergie m'ont aidé à triompher de l'insurrection qui s'est manifestée dans le 4<sup>e</sup> d'artillerie. J'aurai l'honneur de vous faire connaître leurs noms, et de solliciter pour eux les récompenses dont ils se sont rendus dignes.

Voilà.

Le rapport de M. Choppin d'Arnouville, préfet du Bas-Rhin, confirme tous ces faits, et ajoute que la population de Strasbourg a témoigné une indignation profonde. Les auteurs de la sédition essayaient en vain de la provoquer; pas un habitant ne s'est associé à eux, et ne se trouve compromis à leur suite. Les meneurs arrêtés sont au nombre de huit, savoir :

Le prince Napoléon-Louis Bonaparte, âgé de vingt-huit ans, né à Paris;

Parquin (Denis-Charles), âgé de quarante-neuf ans, officier de la légion d'honneur, domicilié à Paris.

Le Comte de Grignon (Raphaël), âgé de vingt-trois ans, officier d'ordonnance de Louis-Napoléon, né à Paris logeant à Strasbourg, hôtel de la Fleur;

De Quervelles (Henri-Richard-Sigefroid), âgé de vingt-cinq ans, officier d'ordonnance du même prince Louis, né à Neuville (Bas-Rhin), demeurant à Strasbourg, rue de la Fontaine, n. 24;

Vaudrey (Claude-Nicolas), né à Dijon, âgé de cinquante-un ans, colonel du 4<sup>e</sup> régiment d'artillerie, en garnison à Strasbourg, et y demeurant place St-Etienne;

Laity (François-Armand-Rupert), né à Lorient, âgé de vingt-quatre ans, lieutenant au bataillon de pontonniers, domicilié à Strasbourg, rue du Parchemin, 26;

Boisson (Antoine-Marie-Augustin), né à Pontarlier (Doubs) maréchal-des-logis à la 8<sup>e</sup> batterie du 4<sup>e</sup> régiment d'artillerie;

Brois (Eugène), âgé de vingt-huit ans, attaché à la maison de la reine Hortense.

La justice est saisie, et informe activement. La conduite du général Voirol, du préfet, des autorités, des chefs de corps et des troupes est au-dessus de tout éloge.

Nous donnerons, avec les nouveaux détails qui ne manqueront pas d'arriver, les noms des militaires qui ont mérité les récompenses du roi.

Charte de 1830.

#### DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

Strasbourg, le 30 octobre, 2 heures et demie. Le général commandant la 5<sup>e</sup> division militaire à M. le ministre de la guerre.

Ce matin à six heures, Louis-Napoléon, fils

de la duchesse de St-Leu, qui avait à sa confidence le colonel d'artillerie Vaudrey, a parcouru les rues de Strasbourg avec une partie de son régiment avec les cris de vive Napoléon! Ils se sont présentés à la caserne occupée par le 46<sup>e</sup> de ligne pour le soulever. Moi-même, j'étais bloqué chez moi par un piquet d'artillerie; mais, grâce à la fidélité et au dévouement sincère de nos troupes, ce jeune imprudent a été arrêté ainsi que son complice. Le 3<sup>e</sup> d'artillerie mérite des éloges, ainsi que tous les régiments d'infanterie et plusieurs officiers du 4<sup>e</sup> d'artillerie.

Strasbourg, 30 octobre, à 11 heures. Le préfet du Bas-Rhin à M. le ministre de l'intérieur.

Les personnes arrêtées à la suite de l'événement de ce matin sont : Le prince Napoléon-Louis Bonaparte, Denis-Charles Parquin, le comte Raphaël de Grignon, Henri-Richard Sigefroid de Quervelles, Claude-Nicolas Vaudrey, colonel; François-Armand Rupert, Laity, lieutenant; Antoine-Marie-Augustin Boisson, maréchal-des-logis.

Tout est fort tranquille. L'indignation est générale.

Strasbourg, 1<sup>er</sup> novembre, 10 heures. Strasbourg continue à jouir de la plus grande tranquillité.

Beaucoup de journaux du matin ont manqué; voici les diverses versions de ceux qui ont paru : Le Journal des Débats atteste l'authenticité des faits suivants :

« Il paraît que le jeune prince Louis-Napoléon Bonaparte était arrivé à Strasbourg depuis la veille, et qu'il avait trouvé un asile dans la maison de la demoiselle Brois. »

« Le matin de bonne heure le prince revêtit son uniforme militaire. C'était un habit de drap vert, semblable à celui que portait l'empereur Napoléon : culotte blanche, bottes à l'écuylère, petit chapeau; les plaques et le grand cordon rouge sur l'habit. Le prince se rendit, accompagné du colonel Vaudrey, commandant du 4<sup>e</sup> d'artillerie, du commandant Parquin, chef d'escadron dans la garde municipale de Paris, et de ses deux officiers d'ordonnance, à la caserne des artilleurs. Il était cinq heures et demie du matin. Les soldats avaient une revue d'armes à passer; ils étaient prêts. Le colonel fit former le cercle : Mes amis leur dit-il, je viens d'être nommé général (acclamations); — je vous ferai distribuer 40 fr. par pièce (applaudissements; bravo notre colonel!)... A propos, reprit le colonel après une pause de quelques instants, je vous prévient qu'une révolution vient d'éclater à Paris... — Le gouvernement du roi est renversé... — On a proclamé Napoléon III! — Et se tournant du côté du jeune Louis Bonaparte, et le montrant à la troupe : Je vous présente Napoléon II. Quelques sous-officiers et quelques soldats crient : vive Napoléon II! vive l'Empereur! »

« Le colonel quitte alors la caserne, emmenant le jeune prince, ses officiers d'ordonnance et le petit nombre de ses adhérents. On se divise en trois troupes : l'une, sous les ordres du colonel, se rend chez M. le préfet Choppin d'Arnouville; l'autre, commandée par le prince et par M. Parquin, se transporte en toute hâte à l'hôtel du général Voirol, commandant la division; la troisième se rend chez le général commandant le département. Le préfet est arrêté et gardé à vue. Le général Voirol, fort étonné de recevoir la visite du prince Louis Bonaparte, l'est bien davantage en voyant ce jeune homme lui tendre la main, faire appel à son dévouement, son patriotisme, à son courage, et mettre tout en œuvre pour le séduire et l'entraîner; mais le général résiste et repousse vivement le prince. Alors le commandant Parquin



fait monter un piquet de vingt hommes, est les établit dans le salon du général, avec défense de le laisser sortir. Le jeune Louis Bonaparte court rejoindre le colonel Vaudrey qui revenait de son expédition à la préfecture.

Cependant M. de Franqueville, aide de camp du général Voirol, était parvenu à pénétrer dans son appartement par une porte dérobée. Il reçoit les ordres de son général, et il s'empresse de les exécuter. Averti par lui, le lieutenant-colonel Talandier se rend au quartier Finckmatt, occu par son régiment, le 46<sup>e</sup> de ligne, sur lequel on avait appris que Louis Bonaparte se dirigeait avec sa petite troupe. En effet, le prince venait d'y arriver avec le colonel Vaudrey; il y avait été rejoint par le commandant Logis Boisson, et il s'occupait à haranguer les soldats quand le brave Talandier entra dans la caserne. Donner ordre aux soldats de fermer toutes les portes, y placer des sentinelles, s'approcher du prince Louis Bonaparte, lui demander raison de l'odieuse tentative à laquelle il se livrait, lui arracher ses épaulettes, ses décorations, ses ordres, et les fouler aux pieds, ordonner son arrestation, celle du colonel Vaudrey et leurs complices, et les faire conduire en lieu sûr, sous bonne escorte, tout cela fut l'affaire de quelques minutes. La présence d'esprit de ce brave officier a été admirable.

Cependant le général Voirol arrivait à laté du 16<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne. Comment était-il parvenu à sortir de chez lui? Le voici: Après le départ du commandant Parquin pour Finckmatt, le général était entré dans le salon où était établi le poste de surveillance placé auprès de sa personne, et s'était, mêlé aux artilleurs. Il n'avait pas eu de peine à leur faire comprendre qu'on les trompait indignement; qu'aucune révolution n'avait éclaté et ne pouvait éclater à Paris; que l'ambition de leur chef les perdait. Après quelques paroles du général, ces braves gens, un instant égarés, étaient revenus à la raison, et ils l'accompagnaient à la citadelle, où le commandant Franqueville l'avait précédé; c'est assez dire que tout y était prêt pour bien recevoir; la garnison sous les armes, les officiers à leur poste. De la citadelle, le général se rendit à Finckmatt, où le triste drame, joué par quelques insensés, venait d'arriver à son dénouement.

On parle d'un conseil de guerre devant lequel serait évoquée cette affaire, en ce qui concerne les militaires qui ont pris part à cette échauffourée, et l'on ajoute que quelle que soit la décision de ce conseil, la résolution serait prise à l'avance par le ministère, de faire gracier le jeune Louis Bonaparte.

#### DEPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

Bayonne, 31 octobre, à 3 heures et demi du soir.

Les carlistes ont levé le siège de Bilbao, le 29 à l'approche d'Espartero. Eguia marche contre lui.

Bayonne, 31 octobre, à 11 heures. Une lettre particulière de Madrid du 26, annonce qu'un courrier extraordinaire y a porté la nouvelle qu'Alaix a pris à Gomez 1,200 fantassins, 2 escadrons de cavalerie et 2 pièces de montagne entre Pozoblanco et Montoco.

Portugal. — La garde nationale a prêté serment à la constitution de 1820. Le gouvernement a nommé deux commissions, l'une pour aviser aux moyens de réduire les dépenses de l'état, l'autre pour améliorer le service des postes, et notamment pour faciliter le transport des journaux.

## CHATEAUX PITTORESQUES DE LA FRANCE ANCIENNE ET MODERNE.

De toutes les publications relatives à la France, il en est peu de plus intéressantes que celle qui a pour but de décrire les nombreux châteaux disséminés sur tous les points de son territoire; il en est peu surtout qui soient appelées à un plus grand succès, si l'exécution répond aux desirs manifestés depuis long-temps par le public et par les propriétaires de ces intéressants édifices.

Les châteaux, ces restes précieux d'anciens monuments que le temps respecte en traversant les siècles, étaient au moyen âge la demeure des chevaliers ou la résidence des princes; il n'était possible qu'à celui qui exerçait dans l'état une certaine autorité, de faire construire un château pour servir à lui et aux siens, de refuge et d'abri en temps de guerre. Plus que tous les autres monuments, ceux-ci ont un caractère et un intérêt particuliers. Dans leurs ruines, ils révèlent des ruines plus vastes, celles des institutions aujourd'hui détruites. Quelques-uns de ceux qui ont échappé aux ravages du temps, des guerres civiles, ou à la tourmente révolutionnaire, sont les souvenirs vivants des mœurs de nos ancêtres; c'est là qu'on peut les voir, fiers, irascibles, vindicatifs, sauvages dans leur grandeur, nobles dans leur rudesse, magnifiques dans leurs fêtes, grands dans leur hospitalité, braves jusqu'à la témérité, terribles dans les batailles, passionnés pour l'amour, ou cruels dans la vengeance.

Il est peu de monuments d'architecture qui offrent plus de variété et qui captivent à un plus haut point l'intérêt : singuliers dans leur structure, bizarres dans leur aspect, souvent remarquables par leur position, il serait difficile à l'imagination la plus brillante de créer une série d'édifices plus intéressants que les châteaux que nous ont légués les onze derniers siècles. A leur vue, les souvenirs des jours écoulés se réveillent; les noms les plus illustres de l'histoire de France se retournent à la pensée; les siècles entiers apparaissent avec leurs mœurs, leurs croyances, la gloire de leurs grands capitaines. Leur histoire forme une partie considérable et si essentielle de notre pays, elle se rattache à des époques si importantes, du il est étonnant qu'on n'ait pas encore essayé d'en faire connaître le nombre, d'en faire apprécier l'intérêt; cependant, de combien de couleurs diverses l'histoire des châteaux de France, en fouillant dans les archives féodales, en compulsant les chroniques secrètes des différents siècles, en réunissant tous les faits curieux, et pour la plupart ignorés, dont une multitude de châteaux ont été les témoins, ne pourrait-il pas enrichir ses descriptions!

Ce qui n'a pas été fait jusqu'à ce jour, nous l'entreprendons avec d'autant plus d'espoir de réussir, que nous cédons à la sollicitation de la plupart des possesseurs de châteaux, dont la coopération et les souscriptions nous permettront d'élever à la gloire nationale l'un des monuments d'art le plus important par sa richesse, par son étendue et par sa variété.

LES CHATEAUX PITTORESQUES DE LA FRANCE seront publiés en cent livraisons, format in-4<sup>o</sup>, au prix de 1 fr. 50 cent. chacune, et remarquables pour le fini des gravures et la beauté du texte.

Chaque livraison contient quatre vues de châteaux gravées par les meilleurs artistes de Londres et de Paris, et au moins quatre pages de texte.

Voulant donner à cette publication tous les soins et toute l'exactitude qu'elle mérite, les éditeurs ont rassemblé un grand nombre de dessins originaux d'anciens châteaux dont plusieurs sont entièrement détruits, et dont il importe d'avoir au moins la représentation, ils ont fait dessiner sur les lieux une grande partie des châteaux existants; ils ont réuni une foule de documents qui donneront un grand intérêt à leurs descriptions. Toutefois, comme il peut se faire qu'il existe quelques châteaux dont ils n'aient pas eu connaissance, ou qu'ils ont possédés; qu'il est rare que les archives de ces châteaux ne renferment pas des titres intéressants pour l'histoire; que souvent on y trouve la description détaillée de ces anciens monuments; les éditeurs, pour ne rien omettre de ce qui peut rendre leur publication fidèle et intéressante, invitent, par ce présent prospectus, TOUS LES PROPRIÉTAIRES DE CHATEAUX à vouloir bien leur envoyer, avec leur souscription, la notice des documents qu'ils possèdent, ainsi que l'indication des vues, dessins ou tableaux qu'il peuvent mettre momentanément à leur disposition.

Les éditeurs s'engagent à faire copier sans déplacement les tableaux qui se trouvent à Paris, et à payer les frais de port et de retour de ceux qui existent dans les départements, et qui représentent les châteaux dont ils n'auraient pas le dessin.

Il sera mis à la disposition de MM. les propriétaires de châteaux le nombre de vues de leur habitation qu'ils jugeront à propos de réclamer, à la condition de payer seulement le prix du papier et du tirage des gravures.

La publication des CHATEAUX PITTORESQUES DE LA FRANCE sera divisée en quatre séries de chacune 25 livraisons donnant la description de 100 châteaux : chaque série se vend séparément. La première livraison paraîtra le 15 novembre 1836.

La liste des souscripteurs sera publiée sera à la fin de la dernière livraison de chaque série. Les souscriptions, lettres, avis et renseignements concernant la publication des Châteaux pittoresques de la France, doivent être adressés (franco) directement à M. GIRAULT DE ST-FARGEAU, éditeur des CHATEAUX PITTORESQUES DE LA FRANCE, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 52, à Paris.

On souscrit chez MM. FARMIN DIDOT FRÈRES ET C<sup>ie</sup> éditeurs du Guide Pittoresque, rue Jacob, n° 24. Les souscripteurs de Paris qui paieront d'avance 6 livraisons, les recevront franchises de port à domicile.

Le Gérant N. TARTAKOLI.

#### MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 2 au 9 Novembre.

LIVOURNE, Bœuf S<sup>e</sup> Antoine cap. strett.

PORTOTORRE, Canonnière sarde cap. monte-grand.

NAPLES, Bateau à Vapeur le Sully, cap. Arnaud.

BONE, Bateau à Vapeur le Cerbere, cap. Valmont.

TOULON Bateau à vapeur, le Var cap. Valzi.

NAPLES, Tartane, assumption cap. Sacconi.

AJACCIO, Gondole, S<sup>e</sup> Martin cap. Donzella.

LIVOURNE Bateau à vapeur, Napoléon cap. Lota.

#### DÉPARTS.

TOULON, Bateau à vapeur le Var cap. Valzi.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon cap. Lota.

MARSEILLE bateau à vapeur le Sully cap. Arnaud.

Bastia. De l'Imprimerie de CÉSAR FARIANI.

MERCREDI 16 NOVEMBRE 1836.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDI.

TROISIÈME ANNÉE, N° 105.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

A Paris chez M. de Lamoignon, Cour des

# L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.

#### DOCUMENTS OFFICIELS.

##### AVIS.

Le sous-Préfet de l'arrondissement de Bastia, en exécution des dispositions de l'ordonnance royale du 18 février 1834, et d'un arrêté de M. le Préfet de la Corse en date du 8 novembre courant, s'empresse de donner avis au public :

Qu'une enquête sera ouverte à la sous-préfecture de Bastia pour recevoir les observations aux quelles il pourra donner lieu l'exécution des travaux, ayant pour objet le prolongement de la route royale d'Ajaccio à Bastia, dans la traverse de cette dernière ville.

Cette enquête qui commencera le 21 novembre courant, et sera close le soir du 20 Décembre prochain, s'ouvrira sur un avant-projet indiquant le tracé général de la ligne des travaux; les dispositions principales des ouvrages les plus importants et l'appréciation sommaire de la dépense. Cet avant-projet sera accompagné d'un mémoire descriptif lequel fera connaître le but de l'entreprise, et les avantages qui peuvent en résulter.

Une commission se réunira ensuite à cette sous-préfecture à l'effet d'examiner les déclarations consignées au registre d'enquête, et pour donner son avis motivé, tant sur l'utilité du projet, que sur les questions qui pourraient être posées par l'administration.

Les opérations de la dite commission commenceront le 11 Décembre 1836, et seront closes le 30 du même mois.

Les personnes qui auraient des observations ou réclamations à faire, et des renseignements à donner sur l'objet en question, devront par conséquent se présenter à cette sous-préfecture depuis le 21 novembre jusqu'au 10 Décembre 1836, de 10 heures du matin à 4 heures de relevée.

Fait à la sous-préfecture de Bastia le 12 novembre 1836.

MORATI.

#### CORSE.

Un grand nombre d'affaires électorales, dont plusieurs concernent des acquisitions d'usufruit, sont en ce moment soumises à la Cour royale, et ne tarderont pas à être décidées. On connaît l'espérance, qui a été imaginée, pour se procurer, à bon marché, des titres électoraux. Vous passiez

avec le premier venu un acte, en vertu duquel vous prenez l'usufruit de ses biens, pour trois ans, deux ans, un an, selon la discrétion des parties contractantes. Vous donnez à cet usufruit, quelque considérable qu'en soit l'objet, la moindre valeur possible. Moyennant ce, et quelques centimes payés à l'enregistrement, vous succédez aux droits de vendeur, et vous vous en attribuez les contributions.

M. le préfet avait d'abord admis cette étrange jurisprudence. Les listes électorales monnaient d'être envahies par la foule des faux électeurs et des faux jurés, quand quelques arrêts significatifs vinrent renverser la jurisprudence préfectorale. Force fut à M. Jourdan de revenir sur ses pas. On l'a vu l'année dernière, détruire l'œuvre de ses mains, et purifier les listes électorales des illégalités, qu'il y avait lui-même introduites.

Malheureusement, au nombre des éliminés se trouvaient deux membres du Conseil général : on comprend qu'il ne leur a pas été difficile, lors de la dernière session, d'amener M. le Préfet à faire une exception en leur faveur. Leur nom a donc été rétabli sur la liste, quoique pour atteindre le cens électoral ils aient eu besoin de recourir à l'expédient que nous avons signalé, et de devenir acquéreurs d'usufruit, chacun pour deux inscriptions ont mis en émoi plusieurs autres acquéreurs d'usufruit qui se trouvaient dans le même cas, et qui s'étaient exécutés de bon cœur, tant que l'élimination avait été commune à tous et n'avait pas souffert d'exception. Répoussés par les arrêtés de M. le préfet, ils se sont pourvus pardevant la Cour, se fondant sur ce que la justice ne pouvait avoir deux poids et deux mesures. La Cour, nous n'en doutons pas, restera fidèle à ses principes. Les appelants seront déboutés comme de raison, mais les deux intrus n'en resteront pas moins sur la liste, car on n'a pas réclaté contre leur inscription. Ajoutez que la liste électorale, ne comprenant que

les 150 plus imposés, l'introduction d'un faux électeur ne peut avoir lieu qu'aux dépens d'un électeur véritable. — Voilà de la moralité telle que l'entend M. le préfet.

Dans notre précédent N<sup>o</sup>, en rendant compte du péril qu'avait couru le brick-golette, le S<sup>e</sup> Antoine, nous avons omis de dire que le capitaine Donat Beigne, suivi de son équipage, a été le premier à se jeter sur l'embarcation.

A M. le Directeur de L'Insulaire Français à Bastia.

Monsieur,

En réponse aux nombreux articles, que vous avez publiés contre mon discours sur la Corse, je vous invite à insérer dans votre prochain numéro l'article ci joint, et vous en requiers au besoin en vertu de la loi.

Agrez, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

MOTTET.

Paris 15 octobre 1836.

Cette lettre nous a surpris. Mais ce qui nous a étonné d'avantage, c'est la longueur de la réponse que M. Mottet nous somme, au besoin, d'insérer dans notre prochain numéro.

Cette réclamation inattendue soulève une question fort importante pour la liberté de la presse. Nous reconnaissons avec M. Mottet qu'un journal est dans l'obligation d'insérer les réponses et rectifications, qui portent sur des faits personnels. Telles sont les dispositions formelles des articles 21 de la loi du 25 mars 1822, et 17 de la loi du 9 septembre 1835. Ces lois répressives des écarts de la presse ont voulu mettre l'honneur et la considération des personnes à l'abri des injures et des diffamations. Aussi la réponse à une assertion calomnieuse, ou la rectification d'une erreur capable d'entraîner le blâme, ou le mépris doit être insérée intégrale. Toutefois le législateur a senti la nécessité de poser des limites, en déterminant l'étendue de l'insertion. Jamais elle ne doit excéder le double de la longueur de l'article auquel on veut répondre. Le surplus, porte la loi, sera payé suivant le tarif des annonces.

Or, la longue dissertation de M. Mottet sur ce qu'il appelle les misères morales de la Corse, excède de beaucoup la mesure de la loi. Les colonnes,





du journal n'y suffisait point. Il est évident qu'en établissant ce droit d'insertion au profit des personnes nommées ou désignées dans une feuille publique, le pouvoir législatif n'a pas entendu leur laisser une latitude discrétionnaire. La défense doit être proportionnée à l'attaque. Si elle était autrement, l'insertion des réponses viendrait remplir souvent les colonnes des journaux, et ils se verraient obligés à chaque instant de renoncer aux sujets les plus importants ou d'en ajourner indéfiniment la discussion. Dira-t-on que les Chambres législatives n'ont pas prévu ce grave inconvénient? ce serait une erreur. Il est certain qu'elles ont voulu limiter l'étendue des réponses, tout en donnant à l'honneur des personnes une garantie de plus, contre la violence et le scandale des atteintes directes qui leur sont portées par la voie de la presse.

Ainsi, évidemment nous comprenons la nécessité et la justice d'insérer des réponses.

Telle n'est pas la position où se trouve M. Mottet. Est-ce pour repousser d'injustes attaques contre son honneur? Nullement. La longue réfutation de M. Mottet à notre article sur son discours de tribune, n'est pas la réponse à des faits personnels. C'est le développement de ses théories gouvernementales en ce qui concerne la Corse. Il y a mieux encore. De son propre aveu, cette réponse ne s'adresse pas à l'*Insulaire Français*. C'est le vote du conseil général, qui par son allusion à son discours, m'oblige, dit-il, de donner des explications et à faire connaître avec quelques détails ( huit pages in folio ) mes véritables opinions, les seules dont je puisse accepter la responsabilité.

Il est évident que les observations du journal ne lui ont pas paru de nature à nécessiter de réponse. Il garderait encore le silence, sans le vote du Conseil général. Et en effet, il ne pouvait en être autrement. M. Mottet exposait des vues bien étranges sur l'amélioration de la Corse; pour la faire sortir de ce qu'il appelle son état arriéré et stationnaire, il ne voyait qu'un seul moyen, la concentration des pouvoirs administratifs en une seule main. Ce système nous semblait à la fois et injurieux pour le pays et contraire à la Charte. N'était-ce pas un devoir pour nous de venger l'honneur national outragé? M. Mottet revient de nouveau sur ses idées spéculatives. Je pense, qu'il faut donner aux Cortes un supérieur commun, qui puisse apprécier, non seulement ce qui a été fait, mais encore ce qui aura été omis. Je voudrais rapprocher le gouvernement de la Corse etc. . . . Je qu'il examine dans l'article dont il demande l'insertion, c'est une question d'administration locale qu'il assure avoir discutée tout au long dans un mémoire remis au gouvernement. C'est à merveille; mais alors qu'il fasse des brochures ou des ouvrages pour exposer tout à son aise ses plans administratifs, les colonnes exigées de l'*Insulaire* n'ont pas assez d'espace pour tous les développements dans les quels il est obligé d'entrer. Ou en seraient les journaux qui rapportent les débats des chambres, si, à propos des discours de plusieurs heures et qui auraient donné lieu à des observations plus ou moins mesurées, les journalistes étaient tenus d'insérer des réponses de la longueur de celle de M. Mottet?

D'ailleurs les insertions alors même qu'elles viennent du ministère, se renferment dans les bornes les plus étroites. Quand M. le ministre de l'instruction publique, répondit à un article du *Courrier Français* intitulé CHANGEMENTS DANS L'ÉCOLE NORMALE, la lettre et la note dont il demanda l'insertion en vertu de la loi du 9 septembre 1835, n'allaient pas au delà d'une cinquantaine de lignes. Et puis il faut remarquer d'un autre côté, que cette réponse tendait à re-

dresser des erreurs graves échappées au journaliste. Supposons en effet, qu'il vint dans l'esprit d'un faiseur d'utopies gouvernementales, de répondre à un journal qui l'aurait traité de visionnaire, et n'aurait vu que des vaines chimères dans ses écrits, supposons que pour justifier ses rêveries il citât tout au long des chapitres de la république de Platon, faudrait-il obliger le journal dissident à insérer d'un bout à l'autre ces dissertations à perte de vue? Telle n'a pu être la pensée des rédacteurs de la loi. Il résulte au contraire de la discussion des Chambres que les réponses, et les rectifications, doivent être rédigées avec le plus de précision possible. Je le demande, disait M. Lacrosse ( séance du 30 août 1835 ) que les fonctionnaires n'obtiennent pas dans cet article la faculté de faire insérer à titre de renseignements ou de rectifications, telles publications qui serviraient leurs passions, et ne seraient nullement utiles et qu'on s'en tienne aux actes officiels. Or il doit en être ainsi et à plus forte raison, des réponses qui viennent de la part de simples particuliers. Alors surtout qu'elles ne roulent que sur des vagues théories.

Voilà quels sont les motifs qui nous ont déterminés à ne pas publier l'article purement théorique de M. Mottet. En écartant sans nul examen sa réquisition, nous avons craint de laisser établir un précédent fâcheux pour les droits de la presse. Toutefois, bien que nous nous croyions fondés dans notre opinion, contents d'avoir démontré la légalité de notre refus d'insertion, et désirant que toutes les opinions se fassent jour, nous publierons dans le prochain numéro l'exposé de ses vues administratives.

#### AFFAIRE DE STRASBOURG.

On écrit de Strasbourg: « De nouvelles arrestations, relatives au complot de dimanche, ont été faites par la police. Une autre arrestation, effectuée mercredi, est celle d'un sieur Brion, cafetier au faubourg de Saverne. C'est chez lui, dit-on, que l'officier qui commandait le détachement d'artilleurs qui avait investi l'hôtel de la préfecture, s'est débarrassé. »

Cet officier, du reste, n'est pas le comte Grécourt, comme l'avait annoncé un journal de cette ville, mais un autre personnage inconnu. Les effets de cette officier ont été saisis mercredi par la police, chez un nommé Roussel, se disant avocat, rue de la Comédie, 3. L'uniforme et les épaulettes, nous assure-t-on, ont été reconnus par M. le préfet. Au même domicile on aurait aussi retrouvé la croix de commandeur de la Légion d'honneur, qui aurait été emportée dimanche de la chemise de M. le Préfet. Un mandat d'amener a été lancé contre le nommé Roussel. »

On a aussi arrêté plusieurs artilleurs du 4<sup>e</sup>, que l'on dit avoir maltraité des pontonniers qui refusaient de crier: vive l'empereur! et avoir opposé de la résistance à la force publique. »

Affaire de Strasbourg. — On assure que la juridiction ordinaire, c'est-à-dire le jugement par jury d'assises, sera appliqué aux complices du prince Louis Bonaparte, et que la cour royale de Colmar ayant évoqué l'affaire, c'est dans cette dernière ville qu'ils seront jugés.

Quant au jeune insensé, qui a si follement compromis un nom autrefois souverain dans notre pays; nous ne savons pas que la sagesse royale décidera sur son sort.

(Journal des Débats.) — Le *Courrier de Bas-Rhin* contient ce qui suit: L'instruction de l'affaire du 30 octobre se pour-

suit sans relâche. Deux nouvelles arrestations viennent d'être opérées.

Hier déjà nous avons indiqué la première, qui a eu lieu au dehors, sans pouvoir nommer la personne qui en a été l'objet. Aujourd'hui nous pouvons dire que la personne arrêtée est un sieur Brue, chef d'escadron en retraite à Saint-Louis. Cet officier doit s'être trouvé à Strasbourg le jour de l'événement.

Une seconde arrestation a été faite à Strasbourg; c'est celle de M. Barrade, capitaine du génie, accusé, dit-on d'avoir aidé dans leur fuite trois officiers de pontonniers qui seraient compromis dans le complot.

Les deux prévenus ont été interrogés hier par MM. les juges instructeurs.

Les deux canoniers qui avaient été arrêtés pour cris séditieux, paraissent s'être justifiés. Ils ont été mis en liberté.

Voilà les faits que rapporte le *Journal du Haut et Bas-Rhin* du 5 :

— Une nouvelle arrestation vient d'avoir lieu: c'est celle d'un lieutenant-colonel en retraite. On a trouvé dans les papiers saisis sur les prévenus des lettres de son écriture, et cette circonstance a dû faire supposer une complicité de sa part; il a été arrêté à Saint-Louis, au moment où il allait passer en Suisse. Il doit arriver aujourd'hui à Strasbourg.

— On lit dans le *Courrier du Bas-Rhin* du 6 novembre :

Aucune nouvelle arrestation n'a eu lieu à Strasbourg. Une seule doit avoir été opérée dans un lieu et sur une personne dont nous ignorons encore les noms.

L'instruction n'a encore provoqué de mesures judiciaires contre aucun autre inculpé que ceux qui se trouvent dans les prisons de Strasbourg, et il ne paraît pas qu'elle doive produire de pareilles mesures contre d'autres personnes. C'est assez dire que le complot du 30 octobre paraît être un fait isolé, local, sans ramification, aussi follement conçu que mal exécuté.

Rien n'a encore transpiré sur l'instruction: les inculpés ont subi de nombreux interrogatoires; ils ont été confrontés avec divers témoins; aucun d'eux n'a songé à nier les faits qui lui sont imputés, ce qui du reste serait chose impossible, les prévenus ayant été arrêtés en flagrant délit.

Si nous sommes bien informés, M. le commandant Parquin refuse de répondre à la plupart des questions qui lui sont adressées; il doit lui être échappé de dire qu'il connaissait le sort qui lui était réservé, qu'il s'y résignait et qu'il ne voulait compromettre personne.

Quant aux deux jeunes amis du prince Louis Bonaparte, ils doivent avoir déclaré dès le début de leur premier interrogatoire, qu'il serait superflu de les questionner sur des complices, puisqu'ils ne nommetaient personne.

Le prince lui-même, nous assure-t-on, s'est toujours conduit, dans toutes les épreuves judiciaires qu'il a subies jusqu'ici, avec le plus grand calme et la plus entière franchise, à l'exception de ce qui concerne les nombreux amis qu'il dit avoir en France, mais dont il ne veut nommer aucun. Il doit avoir dit et répété que s'il s'est décidé à venir en France, ce n'est que parce qu'on lui avait fait entendre qu'il n'avait qu'à se présenter sur un point de la frontière pour de la marcher en triomphe jusqu'à Paris.

Dans les mesures que les insurgés ont prises contre les autorités civiles et militaires, ils doivent avoir recommandé aux coupes qui exécutaient leurs ordres de ne point faire usage de leurs armes et d'exercer aucune violence.

— On lit dans le *Journal du Haut et Bas-Rhin* du 6 novembre :

Le 4<sup>e</sup> régiment d'artillerie, qui à un moment partagea les ribambilles du prince Louis Bonaparte, est le régiment dans les rangs duquel Napoléon fit ses premières armes à Toulon. Ce même 4<sup>e</sup> régiment d'artillerie était à Grenoble lors du retour de l'île d'Elbe et accompagna Napoléon à Paris.

Ces diverses circonstances ont toujours fait croire, à tort sans doute, aux membres de ce régiment qu'ils avaient aimé et de la branche aînée des Bourbons, et de la branche cadette, et il est vrai de dire aussi que le culte de Napoléon s'y est perpétué plus peut-être que dans tout autre régiment. Ces détails doivent faire comprendre pourquoi Louis Napoléon s'est adressé de préférence au 4<sup>e</sup> d'artillerie. En 1830 il était à Lafayette, il fournit des canons qu'on dirigea sur Paris pour se servir de l'artillerie de la garde nationale.

#### TENTATIVE D'INSURRECTION A VENDÔME.

Le 30 octobre a eu lieu à Vendôme une tentative d'insurrection dans le 1<sup>er</sup> régiment de hussards en garnison dans cette ville.

Voici les détails qui nous parviennent à cet égard :

Le nommé Brugant, brigadier du 4<sup>e</sup> escadron, se trouvait à l'auberge de la Tête-Noire avec 14 hussards du régiment. Dans cette réunion, le projet avait été arrêté de faire sonner à cheval pendant la nuit, de s'emparer des postes et des officiers, d'enlever une partie des escadrons, d'arrêter les autorités et de proclamer la république; puis l'intention des conjurés était de marcher sur les villes voisines et de grossir leur parti de tous les ouvriers et militaires mécontents.

Cette réunion fut dénoncée au lieutenant-colonel du régiment, qui s'empressa de faire arrêter le brigadier et les autres hussards ses complices. Au moment où Brugant était conduit à la salle de police, il profita de quelques minutes de liberté pour tirer un coup de pistolet à bout portant sur un maréchal-des-logis qui tomba raide mort. Par suite de la confusion qui fut l'effet de cet acte désespéré, il sortit du quartier, se jeta à la nage dans le Loir, et s'échappa dans la campagne.

Son principal complice, le hussard Thierry, est parvenu à se soustraire aux recherches, sans qu'on ait pu le retrouver.

Brugant, est rentré de lui-même à la caserne, à 2 h. de la nuit; il a été immédiatement mis au cachot.

M. le procureur du roi, accompagné de M. le sous-préfet, s'est rendu auprès de lui pour lui faire subir un 1<sup>er</sup> interrogatoire; il n'a pas cherché à déguiser son projet insensé, il a déclaré qu'il comptait sur ses camarades, et même qu'il croyait trouver de la sympathie dans l'armée.

Les hussards qui s'étaient réunis avec lui à l'auberge de la Tête-Noire, et dont les armes étaient chargées, on été arrêtés et l'instruction est commencée à leur égard.

La tranquillité de la ville de Vendôme n'a pas été un seul instant troublée; les mesures ont été prises pour la sûreté: les postes ont été doublés. La garde nationale a pris les armes avec empressement et est restée toute la nuit sur pied.

#### DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

Bayonne, 3 novembre, à 6 heures 1/2 du soir. — La seconde lecture de la proposition relative à la régence a passé avec onze voix d'opposition.

Sans être battu, le 24, à Salas, par Castanon. Rien de nouveau sur Bilbao. Deux bataillons christinos sont venus de Santander à Portugaletto.

On attend des nouvelles d'une affaire entre Villard et Espartero.

Le gouvernement reçoit de Perpignan la nouvelle suivante, parvenue par le télégraphe jusqu'à Toulouse, et de cette ville à Paris par le courrier :

3 novembre au soir. — On écrit de Valence, du 28, qu'un complot a été découvert à Morella pour rendre la place; une compagnie entière est compromise.

La garnison de Cantavieja, dans une sortie, a enlevé une municipalité voisine.

Le 27, on a dépouillé simultanément les églises de Valence de tous les objets précieux pour les besoins du trésor. Le peuple est très mécontent de cette mesure.

Cent sept hommes en garnison aux salines d'Accos ont été surpris et fusillés par le Rago. Le capitaine général s'est porté sur Cantavieja. Forcadell est avec 2,000 hommes dans les environs de Rubielos. Il y a un grand nombre de factieux dans les environs de Tortose et dans la basse Catalogne.

Les communications sont toujours interceptées dans la principauté.

Mina, encore malade à Barcelone, doit se rendre incessamment à Montpellier.

Bayonne, 5 novembre, 6 h. 1/2 du soir.

C'est le 24 que Gomez a pris Almaden et la garnison. Rodil y est arrivé le lendemain, après le départ des carlistes qu'il a suivis en Estramadure. Il était le 26 à Vamarejo. On disait Gomez arrivé à Guadalupe le 27.

Rien de nouveau de Bilbao jusqu'au 1<sup>er</sup>. Le colonel Lebean est parti pour la Ribera, le 3 avec la division pour appuyer le mouvement d'Espartero.

Bayonne, 6 novembre, à 7 h. du soir.

Le 28, Gomez était à Guadalupe et Rodil à Mohajas, plus rapproché du pont de l'Arzopispo, espérant l'empêcher de passer le Tage. On n'a aucune nouvelle d'Alaix.

Espartero et Villard étaient le 3 en présence à Balmaceda. Il n'y avait rien de nouveau à Bilbao.

Bayonne, 6 novembre à 10 heures.

On écrit de Saragosse, du 4, que le général San Miguel a pris Cantavieja le 3; on a trouvé dans les cachots le général Lopez, environ 400 officiers et 900 soldats. La garnison et la population avaient abandonné la ville.

On écrit de Madrid, à la date du 31 octobre: Gomez s'est emparé le 23 d'Almaden, dont toute la garnison est faite prisonnière de guerre.

Rodil, pour gouverner Madrid, s'est porté à marcher forcée sur la ligne du Tage, vers laquelle les carlistes se dirigent.

Les carlistes continuent à manifester des intentions modérées. Madrid est tranquille.

Bayonne, 7 novembre, six heures et demie du soir.

Cantavieja a été pris le 31; on y a trouvé le brigadier Lopez et les prisonniers de Jadraque.

Le premier, Madrid était très agité par la crainte des événements militaires. Rodil était le 30 au pont de l'Arzopispo, ignorant où était Gomez. Alaix a passé la Sierra le 27. Narvatz était le 3, à Arganda, près de Madrid.

Bayonne, 8 novembre 1836, 7 heures du matin.

Gomez, après la prise d'Almaden, ayant inutilement tenté de passer le Tage, s'est dirigé sur

Truxillo et se dispose à rentrer en Andalousie.

Une proposition a été soumise aux Cortes pour faire une enquête sur la conduite de Rodil; elle a été combattue par le ministère et rejetée à la majorité de 32 voix.

Le *Fédéral de Genève* dit qu'on avait vu le 10 octobre à Aras le prince Louis Bonaparte et le commandant Parquin en conférence avec deux officiers supérieurs français, arrivés la veille et repartis immédiatement.

Le *Fédéral de Genève* avait annoncé qu'un complot avait été découvert à Turin. Le *Courrier de l'Ain* lui a répondu que rien ne confirmait ces bruits. Voici pourtant quelques détails donnés par des lettres de Turin et de Gènes qui paraîtraient devoir leur donner quelques consistances.

Turin, 25 octobre. — Depuis quelques jours la police était aux aguets, et le public ne pouvait devenir le motif de ses alarmes. Hier matin il se répandit le bruit que l'abbé Rapelli, de retour d'un voyage en France et en Suisse, avait été arrêté à Milan, et consigné aux autorités sardes. Dans la nuit on a fait une vingtaine d'arrestations; voici les noms que je connais: le médecin Valeno et son fils, employé au ministère de la guerre; l'abbé Marochetti; M. Michel Due, négociant; M. Ragetti, avocat; les frères Cantara, qui, poursuivis en 1830, étaient alors parvenus à se sauver, ont eu le même bonheur, il paraît que ces mesures de rigueur ont été déterminées par les rapports des agents que notre police tient à l'étranger; on ignore complètement s'il y a eu un complot. Tous les individus arrêtés ont été envoyés dans les prisons d'état de Fenestrelle et de Seria.

Gènes, 25 octobre. — Je vous écris vers la fin de septembre qu'on avait fait ici de nombreuses perquisitions, tandis qu'à Alexandrie on avait arrêté plusieurs personnes; notre tour est arrivé. Le médecin Agnassi a été arrêté hier en sortant du spectacle. M. Vico, jeune Napoléon, qui était ici depuis quelques jours, a été arrêté dans la nuit. Ce ne sont pas les seuls; mais la police n'a pas été assezadroite, car on m'assure que plusieurs individus ont pu se soustraire à ses recherches.

Le *Nouveliste Vindobonensis* affirme, d'après un journal de Zurich, que le réfugié Ranschenple, fort connu par ses menées démagogiques et ses relations avec Alihand en Espagne, a été vu dans les rues de Zurich le 29 octobre. Le nommé Kisser, réfugié qui avait été déjà renvoyé du canton de Lucerne, s'y est montré de nouveau, il y a quelques jours; mais il a été arrêté sur-le-champ et remis à la disposition du directeur fédéral, qui doit le faire conduire en France.

— Des voyageurs arrivés de Naples rapportent que pendant leur séjour en cette ville il y avait eu plusieurs arrestations auxquelles la police ne paraissait pas étrangère. On citait parmi les personnes arrêtées deux avocats et un médecin, qu'on soupçonnait, et il dit, d'avoir entrepris quelques relations ou correspondances avec les réfugiés politiques italiens qui se sont retirés à Malte.

Le 24 octobre, le choléra se développait à Naples avec une effrayante intensité; on comptait ce jour-là 291 cas et 196 morts; un des fils du ministre des finances était au nombre des morts.

Dans plusieurs quartiers le peuple s'est presquerevolté, parce qu'on lui avait fait croire qu'on l'empoisonnait. Le roi s'est rendu là où la fermentation se manifestait avec le plus d'urgence; il s'efforça de calmer le peuple et de ranimer son courage abattu. S. M. entra ensuite dans plusieurs boutiques de boulangers et goûta le pain. A cette occasion, elle adressa plusieurs observa-



tion aux boulangers. Plus tard, le roi visita, en dépit de toutes les représentations, l'hôpital des cholériques, pour se convaincre personnellement de la bonté des aliments.

(Journal des Filles des Campagnes).

L'institution des caisses d'épargne, institution si éminemment utile ne date en France que de l'an 1818, et déjà l'on y compte plus de 80 caisses d'épargne fondées dans les principales villes. Cependant, notre pays est encore à cet égard bien en arrière de l'Angleterre qui en possède environ 600. Partout où les citoyens riches ont favorisé des établissements de ce genre, on a remarqué une amélioration notable dans les mœurs et la conduite de la classe ouvrière. Les avantages en sont trop palpables pour que nous croyons nécessaire de les énumérer ici; quelques exemples en feront bien mieux sentir toute l'importance.

Un porte-balle ayant apporté un paquet dans les bureaux de la caisse d'épargne de Paris, demanda à quoi servait cet établissement; on lui répondit que c'était à recevoir les épargnes et les rendre à la volonté du déposant, avec les intérêts, de manière qu'au bout de quelques années le capital était doublé. Aussitôt il se hâta de déposer sa ceinture contenant son petit trésor qu'il portait sur lui depuis dix ans, et il le versa immédiatement à la caisse, en exprimant tous ses regrets de ne pas avoir connu plus tôt un établissement si bien imaginé.

Une paysanne est venue en 1834 déposer 300 fr, qu'elle avait enfouis avant l'invasion de 1814, et qui sont restés improductifs pendant plus de vingt ans. Si cette paysanne, au lieu d'enfouir cette somme, l'eût déposée à la caisse d'épargne, elle aurait maintenant plus de 800 fr.

Un sellier de la ville de Douai, étant ouvrier à Paris, y contracta l'habitude de poster à la caisse d'épargne tout ce qu'il gagnait, après avoir prélevé la somme indispensable à sa dépense. Après quelques années de séjour dans la capitale, il rapporta dans sa ville natale une somme qui lui a permis de s'établir à son compte. Ayant pris de bonne heure des habitudes d'ordre et d'économie, il a prospéré, et il a bientôt vu sous ses ordres quinze ouvriers employés dans ses magasins.

**Pairie.** — Par ordonnance du 1<sup>er</sup> novembre, le lieutenant-général baron Voirol a été nommé pair de France.

**Régence d'Espagne.** — Les cortès ont déclaré la reine Christine régente pendant la minorité de sa fille.

**Levee du siège de Bilbao.** — Les carlistes ont levé le siège de Bilbao le 29, à l'approche d'Espartero. Eguia marche contre lui.

**Une arrestation importante** a eu lieu en Portugal. C'est celle du comte Alhambra, frère du cardinal de ce nom, et sur lequel on a saisi des papiers d'une haute importance; il était envoyé en Portugal par Don Miguel, pour se mettre à la tête d'un mouvement contre-révolutionnaire.

Soixante-quatorze conseils généraux, sur 86 ont demandé qu'une allocation plus considérable sur les fonds de secours accordés à l'instruction primaire fût accordée par le gouvernement aux départements qu'ils représentent. Huit ont réclamé l'abolition de la rétribution universitaire; dix, l'uniformité des livres élémentaire. Huit ont émis le vœu que la réunion des communes, dont la population et les revenus sont trop faibles pour subvenir à l'entretien d'une école, soit prononcée d'office par l'administration, lorsque cette réunion n'aura pas été effectuée dans un délai déterminé.

Une ordonnance récente a nommé à adjoints de sous-lieutenants dans l'infanterie et à cheval, soit de l'Ecole polytechnique, soit de l'Ecole spéciale militaire.

Deux autres ordonnances pouvaient à plusieurs emplois de capitaine en second dans le corps du génie.

**Retour de M. Thiers.** — M. Thiers est de retour de son voyage en Italie.

**Commission de propriété littéraire.** — Le ministre de l'intérieur vient de nommer membre de la commission relative aux propriétés d'art, de science et de littérature, MM. Vatimesnil, Dupin jeune, avocats, et M. Virey, député. Cette commission a, dans sa première séance, voté l'impression d'une collection de documents qui doivent éclairer ses délibérations.

**Reclamation de Bonaparte.** — Parmi les affaires qui seront plaidées la plus prochainement devant la cour royale de Paris, on remarque celle de la famille Bonaparte, qui réclame le paiement d'arrérages de plusieurs actions des canaux.

**Le fils de Lucien.** — Antoine-Lucien, fils de Lucien Bonaparte, qui a pu s'échapper, après l'affaire des carabiniers, est arrivé aux Etats-Unis.

**Le Prince N. L. Bonaparte.** — On lit dans un journal du matin :

« Le prince Napoléon-Louis Bonaparte, fils de l'ancien roi de Hollande, est né le 20 avril 1808. Il a reçu son éducation militaire au camp de Thoun, dans le canton de Berne, que la Suisse forme tous les ans pour l'instruction des officiers du génie et d'artillerie. En 1831, il prit avec son frère une part active à l'insurrection des patriotes italiens en Romagne. Forcé d'abandonner l'Italie, il traversa la France avec sa mère; et, avant de quitter Paris, il adressa une lettre à Louis-Philippe, dans laquelle il demandait à servir dans les rangs de l'armée française. Après avoir fait un voyage en Angleterre, il revint en Suisse, au mois d'août 1831. Une députation, envoyée secrètement de Varsovie, vint lui offrir un commandement dans l'armée polonaise. La prise de Varsovie l'empêcha de partir. Quelque temps après, Louis Bonaparte publia une brochure intitulée : *Considérations politiques et militaires sur la Suisse*. A cette occasion, le gouvernement helvétique lui accorda le titre honorifique de citoyen de la république suisse. Cette distinction, qui n'emporte pas la naturalisation, avait été accordée au maréchal Ney lors de l'acte de médiation, et au prince de Metternich sous l'influence des événements de 1815. Dans le mois de juin 1831 Louis Bonaparte fut nommé capitaine d'artillerie au régiment de Berne. Il a publié, en 1835, un ouvrage intitulé : *Manuel d'artillerie sur la Suisse*. »

**Le reine Hortense et son fils.** — La triste échauffourée dont la capitale de l'Alsace vient d'être le théâtre, rappelle que ce n'est pas la première fois que le jeune Louis Napoléon de Saint-Leu, depuis la révolution de juillet, a mis le pied sur le territoire français, malgré la loi qui lui en interdit l'entrée. Le 5 mai 1831, une dame et un jeune homme paraissant souffrir beaucoup des suites d'une blessure dangereuse, descendirent et vinrent se loger à l'hôtel de Hollande, rue de la paix; ce jour-là même était l'anniversaire de la mort de Napoléon, et des groupes nombreux se formaient autour de la colonne de la place Vendôme, sous prétexte d'honorer la mémoire du grand capitaine.

Or, par l'effet d'une singulière coïncidence, ces deux voyageurs étaient M<sup>lle</sup> la duchesse de Saint-Leu, l'ex-reine de Hollande, épouse de Louis Bonaparte, et son fils, le jeune Napoléon-Louis, qui avait échappé, quoiqu'il grièvement blessé, au désastre de l'insurrection italienne en 1831. La présence des deux voyageurs à Paris fut signalée à la police, par les visites nombreuses d'anciens serviteurs de Napoléon et de sa famille; alors M<sup>lle</sup> de Saint-Leu prit le parti d'adresser au roi une lettre pour justifier sa mystérieuse arrivée à Paris, et solliciter la permission d'y séjourner jusqu'à ce que la blessure de son fils fût guérie. Le président du conseil des ministres, M. Casimir Périer, fut chargé de transmettre à M<sup>lle</sup> de Saint-Leu la réponse du roi.

Les troubles incessants de la capitale, l'émeute de la place Vendôme, qui n'était pas encore dissipée, imposaient au gouvernement le devoir d'une grande sévérité, surtout au moment où le nom de Napoléon était pris d'une manière ouverte pour signe de ralliement politique. Le ministre accorda huit jours à M<sup>lle</sup> de Saint-Leu et à son fils, pour quitter la France. Sept jours après cette entrevue, les deux voyageurs, embarqués à Calais, étaient arrivés à Londres.

(Gazette des Tribunaux.)

**Le Colonel Vaudrey et un caporal.** — Quand le prince Louis arriva à la caserne du 46<sup>e</sup> de ligne, les soldats de ce régiment étaient encore dans leurs chambres. Le prince les voyant se mettre aux fenêtres, les apostropha, cherchant à les exciter à prendre parti pour lui : cet appel les trouva sourds, ils prirent bientôt les armes, et l'arrestation des chefs se fit ainsi que nous l'avons annoncé. Le colonel Vaudrey y a été arrêté par un caporal du 46<sup>e</sup>, le colonel Vaudrey lui ayant dit qu'il commettait un grand crime en mettant la main sur un officier supérieur, le caporal lui répondit : « Quand on viole, comme vous le faites en ce moment, votre serment, de fidélité, on n'est plus officier, on est un rebelle, et je vous arrête. » La présence du prince Louis et de son entourage ne produisit pas le moindre effet sur les soldats du 46<sup>e</sup>.

**Commande d'Armes.** — Le juge d'instruction de Bar-le-Duc a reçu l'ordre de se rendre de suite dans une des fonderies de la Meuse, où un commandement d'armes avait été fait.

Le Gérant N. TARTAROLI.

## LA GRÉOSOTE BILLARD CONTRE LES MAUX DE DENTS.

Enlève à l'instant et pour toujours la douleur de dent la plus vive, et guérit la carie des dents gâtées voir l'instruction. Pharmaciens dépositaires : Sampolo, à Ajaccio Louis Gregory, à Bastia.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 10 au 16 Novembre.

**PADULELLA**, Tartane la Conception cap. Guaitella.

**MARSEILLE**, Tartane Vierge des Carmes cap. Guaitella.

**BONIFAZIO**, Mistick Rose cap. Sisco.

**LIVOURNE**, Gondole Conception cap. Battestini.

**PROPRIANO**, Bateau bouf, Vierge de Loreto c. Carbuccia.

**TOULON**, Bateau à vapeur le Var cap. Valzi.

**GENES**, Bateau le Procerus cap. Sisco.

**LIVOURNE**, Bateau à vapeur Napoléon cap. Lota.

**DÉPARTS.**

**MARSEILLE**, Tartane Jeune Lucrèce c. Ambert.

**PALERME**, Brick Salomon Henri cap. Breigno.

**TOULON**, Bateau à vapeur, le Var cap. Valzi.

**MARSEILLE**, Bateau à Vapeur le Cerbere, cap. Valmont.

**MARSEILLE**, Bombarde, Adèle, cap. Mattei.

**MARSEILLE**, Misuck, Concepti cap. Valzi.

**GENES**, Bateau Jeune et Marie cap. Bausse.

**LIVOURNE**, Gondole S. Martin cap. Donzella.

**LIVOURNE**, Bateau à vapeur, Napoléon cap. Lota.

Bastia. De l'Imprimerie de CLÉAN FARIANI.

MERCREDI 7 DÉCEMBRE 1836.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

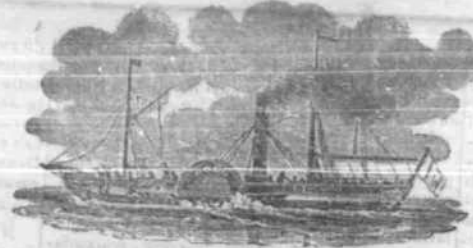
A l'Office-correspondant de L'INSULAIRE BASTIA, rue N. Dame des victoires N° 19.  
A l'adresse correspondante de M. JOURN, N° 21, la correspondance commerciale de FUMERIE DE LA BOUTIQUE, rue St. Louis 227, ou l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire français.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDI.

TROISIÈME ANNÉE, N° 108.

PREMIER ABONNEMENT  
POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . . . 16 fr.  
POUR SIX MOIS . . . . . 8  
POUR TROIS MOIS . . . . . 4  
POUR LE CONTINENT . . . . . 20  
POUR L'ÉTRANGER . . . . . 24  
Prix d'insertion, 40 c. la ligne.



# L'Insulaire Français.

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.



## CORSE.

### SUR LES REMPLACEMENTS.

Le commerce d'hommes contre le quel nous nous élevons il y a quelques mois avec une bien légitime indignation, semblait abandonné sans retour. Le pays tout entier comprit soudain, qu'il y avait là une question d'honneur national, et il se leva avec nous le mépris et le blâme sur les recruteurs qui se livraient à cet ignoble marché. Aujourd'hui nous les voyons reparaitre encore le tarif à la main. C'est la même compagnie, ce sont les mêmes accapareurs d'une jeunesse abusée. On emploie auprès d'elle les voies de séduction qui ne réussissent que trop à l'égaler. On parle aux uns des plaisirs que leur promet l'oisiveté des garnisons; à d'autres des pénibles travaux des champs; quand on ne peut les séduire par la vaine perspective d'une rapide carrière, on cherche à les entraîner par de tristes tableaux. Quelle misérable existence que la vôtre! Vos jours, leur dit-on sans cesse, sont une chaîne continuelle de rudes fatigues et de cruelles privations. C'est entre les sillons arrosés de la sueur de votre front et les rustiques charrnières, que se flétrissent les belles années de votre vie. Eh bien! il ne tient qu'à vous d'être mieux nourris et mieux vêtus. Nous vous offrons des avantages certains et que vous ne pourriez acquiescer qu'au prix de la santé et du bonheur. Les Corses ont de la tête et du cœur, et avec de pareilles qualités on va loin. Brisez donc sans regret les liens qui vous attachent au toit natal. Un jour viendra où vous y rentrerez formés par le commerce du monde, polis par la société, revêtus de grades honorables, et riches de fortes pensions. C'est ainsi, c'est par ces promesses trompeuses, qu'ils parviennent à les arracher des bras de leurs vieux pères. On les voit désertant à la hâte le village, dont le séjour n'a plus d'attraits, eux qui jusque là, ne l'avaient jamais quitté sans une vive émotion, se presser en foule dans les bureaux du recrutement peu soucieux si leur départ inattendu abrège la vie d'un père qu'accablent déjà les années et de graves infirmités. Les charmes délaissées pourrissent dans les terres à demi ensemençées; l'époque des récoltes arrive, mais les familles privées des jeunes travailleurs, dont les goûts agricoles avaient mis les biens ruraux en plein rapport, réduites à les affermer ou à en confier la culture à des mains étrangères, ne vivent plus comme pour leur subsistance, ne s'occupent plus de leur bien-être, ne cherchent plus ailleurs que dans cette

migration de notre jeunesse la cause permanente de l'état arriéré, où l'on voit encore l'agriculture dans certaines communes rurales.

Les agents de cette compagnie de recruteurs pénètrent jusqu'au milieu des champs, c'est là qu'ils font briller des pièces d'or aux yeux de ces jeunes villageois. La veille ils étaient contents de leur position; le lendemain on est surpris de les voir rejeter loin d'eux les instructions aratoires. Le dégoût de cette vie si simple, si morale, si heureuse, a succédé à la franchise gaité avec laquelle ils reprenaient chaque matin le cours de leurs travaux. Ce changement soudain dans les goûts et les dispositions des jeunes gens, c'est à ces vils marchands d'hommes qu'il faut en demander compte. Les douleurs et les anathèmes des familles, à qui ils ont enlevé des enfants, n'agissent si soumis si laborieux, s'élèvent contre eux, et les poursuivent même par delà la mer. On a de la pitié pour des enfants que le vain désir de la gloire a égarés, ou que l'appas d'un honteux salaire a séduit. Mais on déteste les misérables qui ne craignent point de les conduire au travers du mépris et des injures de leurs concitoyens devant les conseils de révisions. C'est que là des médecins complaisants on gagnés, dissimulent moyennant la somme convenue, des vices de conformation, et déclarent aptes au service des remplaçants qui manquent des conditions requises par la loi; s'inquiétant fort peu si les hôpitaux et les ambulances en sont peuplés. Ces graves abus, les feuilles du continent les ont plus d'une fois signalés. Tous les jours encore nous entendons parler de faux certificats de bonne conduite et de la coupable altération des actes de naissance. Il est des maires assez peu pénétrés de leur devoir, pour se prêter aux cupidités exagérées de ces sociétés immorales, dont les correspondants sont disséminés sur toute la surface de l'île; cependant l'administration les tolère. Un certificat de cette nature a failli amener dans la commune de Carticasi une collision fâcheuse entre le maire et les parents d'un jeune remplaçant.

Il est tems qu'on fasse cesser un pareil scandale. Nous en sommes à la fois humiliés et affligés pour notre pays. S'il est des hommes assez malheureux pour ne pas comprendre tout ce qu'il y a de bassesse et d'abjection dans cet embauchage de la jeunesse, dans ce commerce de chair humaine, qu'ils poursuivent tranquillement leur honteuse spéculation. C'est une industrie comme tant d'autres. Tous les métiers sont bons dès qu'ils mènent à la fortune. Mais qu'ils aillent du moins professer ailleurs ses dégoûtantes maximes. Les remplaçants

placements successifs doivent avoir un terme. C'est un devoir pour nous que de chercher à sauver notre belle jeunesse de l'opprobre de cette dégradation volontaire. Nous voudrions que le prix du remplacement fût rejeté avec mépris et que le nom de marchand d'hommes demeurât dans le pays comme la plus sanglante des injures. Le jour où l'on placera le déshonneur à côté de cet ignoble marché, la Corse sera à jamais préservée d'un tel avilissement. La simple proposition de se vendre à terme sera prise pour un outrage. Nous aurons des engagements volontaires mais plus de remplaçants, et si l'on veut encore parmi nous des hommes assez dégradés pour faire un vil usage de leur honneur, pour aliéner leur personne et leur liberté en échange de quelques centaines de francs, qu'ils sachent bien que nous les répudions sans retour; déchus de leur dignité d'homme, qu'ils comprennent aussi dans ce noble marché le nom de Corse, car ils sont indignes de le porter. Notre dégoût pour de pareils êtres va si loin, que si la main du bourreau les eût attachés à un pilori, nous ne les méprisierions pas d'avantage.

Le bateau à vapeur le *Napoléon*, est arrivé chargé de plusieurs centaines de Lucquois et de Parmesans. Les propriétaires tant des villes que de l'intérieur les emploient annuellement, soit à des coupes d'arbres, soit au défrichement des terres. Cette affluence considérable d'étrangers doit imprimer une heureuse impulsion aux travaux agricoles. Il n'est pas vrai que les indigènes se reposent entièrement sur eux des soins de l'agriculture. Le reproche de paresse qu'on ne se lasse pas de nous adresser, il y a long-temps que les Corses ne le méritent plus. Il suffit de parcourir nos campagnes pour se convaincre qu'ils travaillent avec autant d'ardeur, que les étrangers. Mais c'est que le nombre de bras, n'est pas en rapport avec l'étendue du territoire. Il faut de toute nécessité, que l'on y supplée, en appelant les Lucquois à remplir le vide des populations rurales. Qu'on ne dise donc pas que les Corses ont une aversion invincible pour le travail. C'est la nécessité qui les oblige à se faire aider dans les défrichements et autres travaux d'exploitation par les sujets des Ducs de Parme et de Modène.

Le bateau à vapeur la *Chimère* qui a été forcé par le mauvais tems de relâcher dans le golfe d'Ajaccio, sur le bord duquel se trouvaient les gé-